



Assemblée générale

Distr. générale
11 décembre 2007
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session

Point 127 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007

Second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007

Rapport du Secrétaire général*

Résumé

On trouvera dans le présent rapport une estimation du montant définitif que devraient atteindre les dépenses de l'exercice biennal 2006-2007, compte tenu de l'écart entre les taux d'inflation, les taux de change et les ajustements au coût de la vie effectifs et les hypothèses qui avaient été retenues dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/61/593), que l'Assemblée générale a examiné à sa soixante et unième session et sur la base duquel elle a révisé le montant des crédits ouverts et des recettes prévues pour l'exercice.

Pour les chapitres des dépenses, le montant définitif des crédits demandés est estimé à 4 188 800 000 dollars, soit une diminution de 113,2 millions de dollars par rapport aux crédits révisés. Cette diminution tient essentiellement à des ajustements à la baisse opérés dans trois chapitres du budget, à savoir une réduction de 15,4 millions de dollars du montant des dépenses nécessaires pour les services de conférence au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), une réduction de 80,5 millions de dollars du montant des dépenses prévues pour les missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) et une réduction de 23,2 millions de dollars afférente à la sûreté et à la sécurité au chapitre 33 (Sûreté et sécurité), ainsi qu'à une augmentation nette de 5,9 millions de dollars des dépenses prévues à d'autres chapitres du budget. Pour les chapitres des recettes, le montant révisé est estimé à 505,1 millions de dollars, soit une augmentation de 12,9 millions.

* La date de parution du présent rapport s'explique par le souci d'y incorporer les données les plus récentes.



I. Introduction

1. Le second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 a pour objet de présenter une estimation du montant définitif que devraient atteindre les dépenses et les recettes de l'exercice. Les chiffres présentés ont été calculés en fonction des dépenses effectivement engagées au cours des 22 premiers mois de l'exercice, des dépenses prévues pour les deux derniers mois et de l'écart entre les taux d'inflation, les taux de change et les ajustements au coût de la vie effectifs et les hypothèses qui avaient été retenues dans le premier rapport (A/61/593), que l'Assemblée générale a examiné à sa soixante et unième session et sur la base duquel elle a révisé le montant des crédits ouverts et des recettes prévues pour l'exercice. Les estimations figurant dans le présent rapport traduisent une diminution nette de 126,1 millions de dollars des besoins de financement par rapport aux crédits et aux prévisions de recettes révisés qui ont été approuvés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 61/253 A à C, 61/258 et 61/275, comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1

Dépenses et recettes effectives de l'exercice biennal 2006-2007

(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits révisés</i>	<i>Chiffres du présent rapport</i>	<i>Augmentation (diminution)</i>	<i>Pourcentage</i>
Dépenses	4 302,0	4 188,8	(113,2)	(2,6)
Recettes	492,2	505,1	12,9	2,6
Dépenses nettes	3 809,8	3 683,7	(126,1)	(3,3)

2. La diminution nette de 126,1 millions de dollars se décompose comme suit :

Tableau 2

Composition du solde des augmentations et des diminutions des crédits demandés

(En millions de dollars des États-Unis (chiffres arrondis))

1. Augmentations	
Fluctuations monétaires	42,0
Dépenses engagées conformément aux dispositions de la résolution 60/249 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, et à la suite de décisions d'organes directeurs	23,6
Total partiel	65,6
2. Diminutions	
Inflation	(8,6)
Ajustement du coût des postes et d'autres objets de dépense, sur la base de l'estimation à ce stade des dépenses effectives	(170,2)

Augmentation des recettes	(12,9)
Total partiel	(191,7)
Diminution nette	(126,1)

3. Les états dont la liste figure ci-après apportent des éléments d'information complémentaires quant aux facteurs, tels que les fluctuations monétaires et l'évolution du coût de la vie, qui ont conduit à revoir les prévisions de dépenses et à réviser les hypothèses budgétaires :

- État 1. Récapitulatif des prévisions de dépenses, par chapitre du budget et facteur de variation, 2006-2007
- État 2. Récapitulatif des prévisions de dépenses, par objet de dépense et facteur de variation, 2006-2007
- État 3. Récapitulatif des prévisions de dépenses chapitre par chapitre, par objet de dépense et facteur de variation, 2006-2007
- État 4. Taux de change par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation, par lieu d'affectation, 2006-2007
- État 5. Taux de change opérationnels de l'ONU par rapport au dollar des États-Unis, 2007
- État 6. Coefficients d'ajustement applicables à la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 2007
- État 7. Évolution des traitements des agents des services généraux en monnaie locale, 2006-2007
- État 8. Taux moyen de vacance de postes, par chapitre du budget, 2004-2007

II. Chapitres des dépenses

4. Le tableau 3 présente la synthèse des modifications apportées aux prévisions figurant dans les chapitres des dépenses.

Tableau 3
**Synthèse des modifications apportées aux prévisions
 figurant dans les chapitres des dépenses**

(En millions de dollars des États-Unis)

Crédits révisés	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et dépenses découlant de décisions des organes directeurs	Autres modifications	Prévisions de dépenses révisées
4 302,0	42,0	(8,6)	23,6	(170,2)	4 188,8

A. Taux de change et inflation

(Augmentation : 33 392 100 dollars)

5. La majoration des prévisions de dépenses imputable à ces facteurs s'explique par une augmentation de 42 millions de dollars due à la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à plusieurs monnaies et une diminution de 8,6 millions de dollars résultant de la baisse de l'inflation. Les fluctuations monétaires ont eu pour effet de majorer les dépenses dans l'ensemble des lieux d'affectation, à l'exception d'Addis-Abeba et de Mexico, où les taux de change ont évolué favorablement, ce qui a compensé en partie les dépassements enregistrés ailleurs. Le tableau 4 indique de quelle manière l'augmentation de 33,4 millions de dollars due à l'évolution des taux de change et de l'inflation se répartit par lieu d'affectation.

Tableau 4
**Modifications des prévisions de dépenses dues à l'évolution
 des taux de change et de l'inflation, par lieu d'affectation**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	<i>Total</i>
New York	–	(2,9)	(2,9)
Genève	20,2	(4,6)	15,6
Vienne	7,3	(0,8)	6,5
Nairobi	3,1	(0,3)	2,8
La Haye	3,1	–	3,1
Bangkok	4,9	(1,4)	3,5
Santiago	0,4	0,2	0,6
Addis-Abeba	(1,8)	3,0	1,2
Autres lieux d'affectation	4,8	(1,8)	3,0
Total^a	42,0	(8,6)	33,4

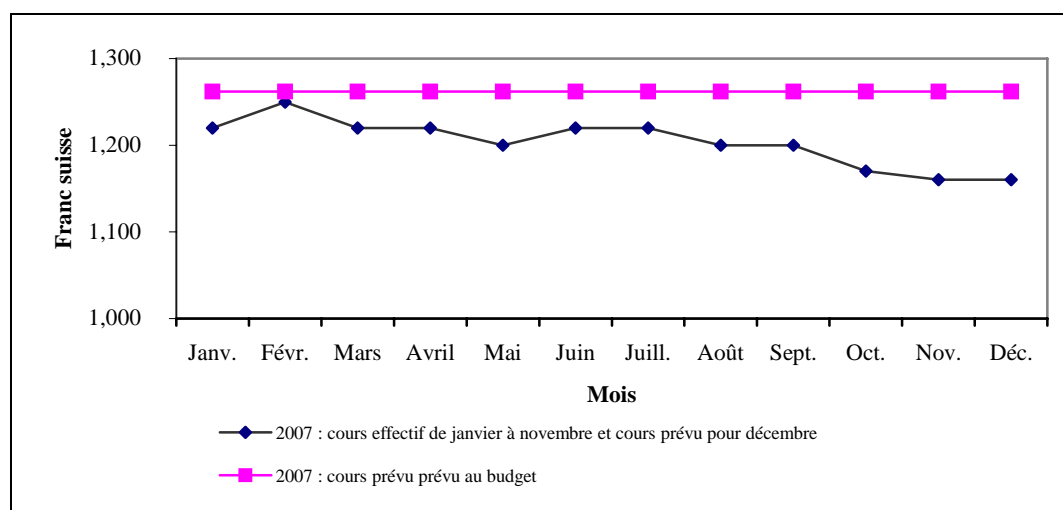
^a Montant arrondi.

6. Pour calculer les effets des fluctuations monétaires observées en 2007, on a retenu les taux effectivement constatés de janvier à novembre 2007, et extrapolé à décembre les taux enregistrés en novembre. On trouvera dans les états 4 et 5, pour tous les lieux d'affectation, des précisions sur les taux de change prévus au budget et les taux effectifs.

7. La majoration nette de 42 millions de dollars résultant du mouvement des changes représente la différence entre la hausse de 43,8 millions de dollars due à leur évolution dans plusieurs lieux d'affectation et la réduction totale de 1,8 million de dollars enregistrée à Addis-Abeba et Mexico. On se souviendra que, dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 (A/61/593), il était indiqué qu'en 2006, le dollar des États-Unis s'était considérablement déprécié par rapport aux autres devises. Pour calculer le montant des crédits révisés pour 2007, on a appliqué, conformément à la méthode approuvée, les taux de change moyens du franc suisse et de l'euro par rapport au dollar

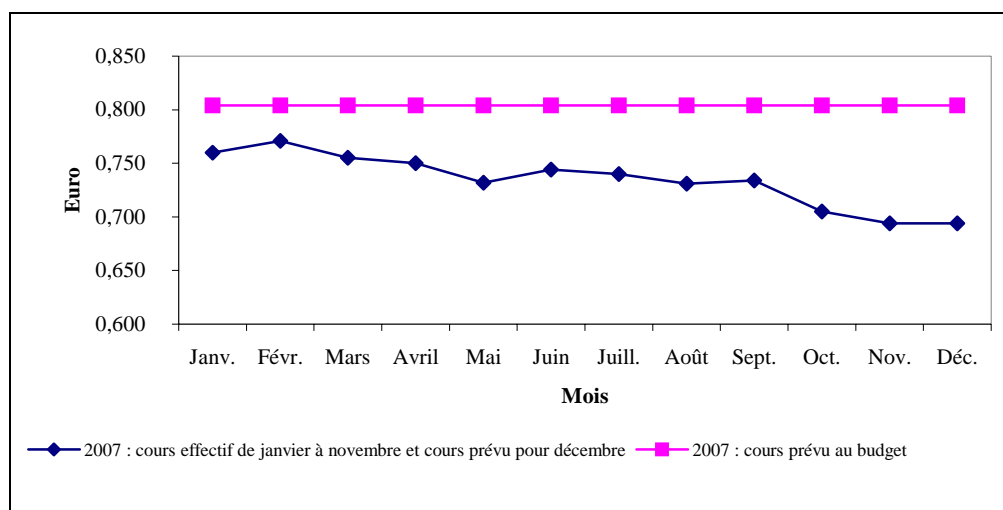
enregistrés en 2006, plutôt que les taux en vigueur au moment du calcul, ce qui a conduit à sous-estimer la baisse du dollar. Or, la dépréciation du dollar par rapport à ces monnaies s'est poursuivie en 2007. Une nette majoration des prévisions de dépenses est donc nécessaire du fait que les taux retenus en 2006 pour calculer les crédits révisés tablaient sur une meilleure tenue du dollar parce qu'il s'agissait des taux moyens de l'année plutôt que des taux relevés à la fin de 2006. Ainsi, les crédits révisés ont été calculés sur la base de 1,262 franc suisse pour 1 dollar, alors que le taux moyen pour 2007, estimé sur la base des cours enregistrés de janvier à novembre, ce dernier étant extrapolé à décembre, s'établit à 1,203 franc suisse pour 1 dollar, soit un écart de 4,7 %, comme l'illustre la figure I.

Figure I
Évolution du franc suisse par rapport au dollar des États-Unis



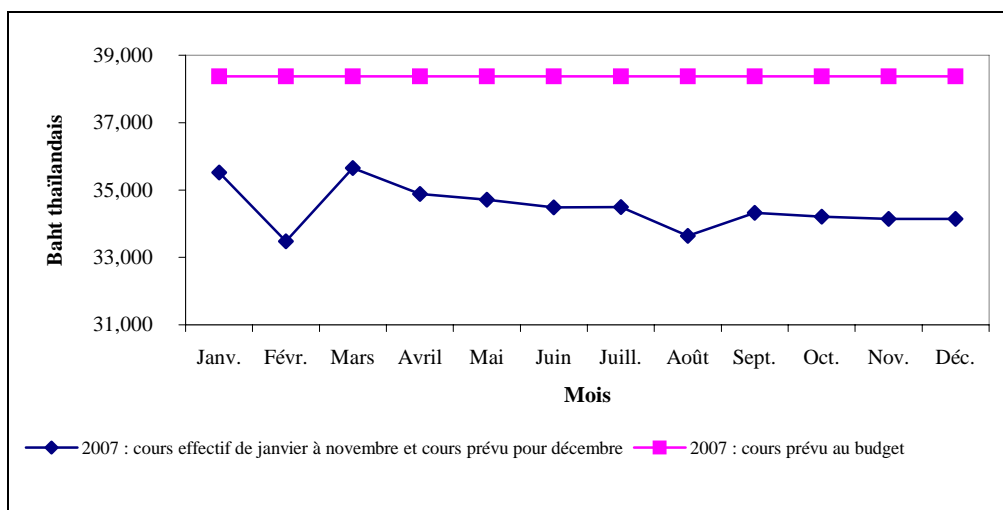
8. Pour ce qui est de l'euro, le cours moyen calculé pour 2007 est de 0,734 euro pour 1 dollar, alors que les crédits révisés reposaient sur l'hypothèse d'un taux de 0,804 euro pour 1 dollar, soit un écart de 9,5 %, comme l'illustre la figure 2.

Figure II
Évolution de l'euro par rapport au dollar des États-Unis



9. Les dépassements qui résultent de ces mouvements défavorables s'élèvent respectivement à 20,2 millions de dollars et 10,4 millions de dollars pour le franc suisse et pour l'euro. La dépréciation du dollar par rapport au baht thaïlandais, au sheqel et au shilling kenyan a par ailleurs alourdi les dépenses de 4,9 millions, 4,1 millions et 3,1 millions de dollars, respectivement. La figure III illustre l'évolution du baht thaïlandais par rapport au dollar des États-Unis en 2007, sur la base du cours effectif pour les mois de janvier à novembre et du cours prévu pour décembre.

Figure III
Évolution du baht thaïlandais par rapport au dollar des États-Unis



10. Pour ce qui est de l'inflation, les ajustements reposent sur les données les plus récentes concernant les indices des prix à la consommation ou sur l'écart entre, d'une part, les indices pris comme hypothèses pour calculer le montant des crédits révisés et, d'autre part, les indices d'ajustement effectivement appliqués à la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et les ajustements au coût de la vie apportés au barème des traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées. La baisse des dépenses due au ralentissement de l'inflation, estimée à 8,6 millions de dollars, tient essentiellement à la révision à la baisse des dépenses afférentes à la rémunération des administrateurs (3,8 millions de dollars) et des agents des services généraux (3,8 millions de dollars) et aux contributions du personnel (1 million de dollars).

11. Les dépenses afférentes à la rémunération des administrateurs ont évolué en fonction des coefficients d'ajustement promulgués par la Commission de la fonction publique internationale en 2007. Leur mise à jour a notamment entraîné la révision du coefficient applicable pour New York, avec effet à compter de septembre 2007. Dans le cas des dépenses de personnel correspondant à la catégorie des services généraux, les ajustements au coût de la vie appliqués en 2007 ont été moins élevés que prévu dans plusieurs lieux d'affectation, dont New York et Genève. L'évolution des dépenses relatives aux postes due à l'inflation à New York résulte d'un ajustement à la hausse portant sur les traitements des administrateurs (0,7 million de dollars) et de révisions à la baisse en ce qui concerne les traitements des agents des services généraux (1,6 million de dollars) et les contributions du personnel (0,7 million de dollars). Les augmentations et diminutions des dépenses relatives aux postes, y compris les contributions du personnel, dues à l'inflation sont récapitulées par lieu d'affectation dans le tableau 5. On trouvera plus de détails dans l'état 6, qui présente l'évolution des indices d'ajustement par lieu d'affectation et une comparaison entre les indices pris comme hypothèses et les indices effectifs, ainsi que dans l'état 7, qui indique, également par lieu d'affectation, les ajustements au coût de la vie dont ont bénéficié les agents des services généraux et des catégories apparentées.

Tableau 5
**Dépenses relatives aux postes : augmentation ou diminution
due à l'inflation, par lieu d'affectation**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>
New York	(1,6)
Genève	(3,4)
Vienne	(0,6)
Nairobi	(1,1)
Bangkok	(1,4)
Santiago	0,2
Addis-Abeba	0,8
Autres lieux d'affectation	(1,6)
Total	(8,7)

12. En ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes, les taux d'inflation effectifs pour 2007 diffèrent très peu des taux révisés pour la plupart des lieux d'affectation. La poussée inflationniste observée à Addis-Abeba ainsi qu'à Nairobi exige toutefois qu'il soit procédé à des ajustements (2,2 millions et 0,7 million de dollars, respectivement), compensés en partie par des révisions à la baisse opérées pour New York et Genève (1,2 million de dollars dans chaque cas). L'effet net de l'inflation sur les objets de dépense autres que les postes est une augmentation de 51 600 dollars pour l'ensemble des lieux d'affectation. L'état 4 donne, par lieu d'affectation, le détail des taux d'inflation révisés pour ces objets de dépense.

B. Dépenses imprévues et extraordinaires et dépenses découlant de décisions d'organes directeurs

(Augmentation : 23 641 100 dollars)

13. On trouvera ci-après des informations sur les dépenses imprévues et extraordinaires et sur celles qui découlent de décisions d'organes directeurs.

1. Dépenses imprévues et extraordinaires

14. Aux termes de sa résolution 60/249, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, agissant avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à contracter des engagements au titre des dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que l'assentiment du Comité ne serait pas nécessaire pour les engagements, à concurrence de 8 millions de dollars pour chacune des deux années de l'exercice, dont le Secrétaire général aurait attesté qu'ils avaient trait au maintien de la paix et de la sécurité, et pour les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice aurait attesté qu'ils avaient trait à des dépenses occasionnées par diverses circonstances liées aux activités de la Cour, précisées à l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution.

15. Les engagements ci-après, qui portent sur un total de 2 881 200 dollars, ont été contractés conformément aux dispositions de la résolution 60/249 :

a) Engagements dont le Secrétaire général a attesté qu'ils avaient trait au maintien de la paix et de la sécurité (2 333 500 dollars);

b) Engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice a attesté qu'ils avaient trait à des dépenses imprévues de la Cour (547 700 dollars).

16. Ces dépenses concernent les chapitres premier, 3, 7 et 8 du budget.

a) Engagements ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité :

Chapitre premier, Politique, direction et coordination d'ensemble (568 700 dollars) :

Conseiller spécial concernant le Pacte international pour l'Iraq et autres questions politiques	429 300
Conseiller spécial pour la situation au Moyen-Orient	139 400

Chapitre 3, Affaires politiques (904 200 dollars) :

Équipe indépendante d'évaluation de la frontière libanaise	157 900
Envoyé spécial du Secrétaire général pour les zones touchées par l'Armée de résistance du Seigneur	746 300

Chapitre 8, Affaires juridiques (860 600 dollars) :

Préparatifs en vue de la mise en place du Tribunal spécial pour le Liban	860 600
Total	2 333 500

b) Engagements ayant trait à des dépenses imprévues de la Cour internationale de Justice :

Chapitre 7, Cour internationale de justice (547 700 dollars)

17. Conformément aux dispositions des sous-alinéas i), ii) et iv) de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 60/249 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2006-2007 et au Statut de la Cour internationale de Justice, des dépenses additionnelles ont été engagées en 2007 pour les raisons suivantes : désignation de juges ad hoc, citation de témoins et désignation d'experts et d'assesseurs; paiement de la pension et des frais de voyage et de déménagement des juges qui prennent leur retraite et paiement des frais de voyage et de déménagement ainsi que de l'indemnité d'installation de membres de la Cour. Ces dépenses se répartissaient comme suit :

Désignation de juges ad hoc :

Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (<i>Bosnie-Herzégovine c. Serbie</i>)	16 100
Délimitation de la frontière maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (<i>Nicaragua c. Honduras</i>)	80 000
Différend territorial et maritime (<i>Nicaragua c. Colombie</i>)	32 500
Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (<i>Malaisie c. Singapour</i>)	23 000
Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (<i>Argentine c. Uruguay</i>)	8 000
Affaire relative à Ahmadou Sadio Diallo (<i>Guinée c. République démocratique du Congo</i>)	14 000

Citation de témoins et désignation d'experts :

Désignation d'experts pour l'affaire concernant la délimitation de la frontière maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (<i>Nicaragua c. Honduras</i>) .	23 900
Pensions et frais de voyage et de déménagement des juges ayant pris leur retraite et indemnités d'installation	350 200
Total	547 700

2. Dépenses découlant de décisions d'organes directeurs

Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

18. Par sa résolution 60/247, l'Assemblée générale a ouvert pour l'exercice biennal 2006-2007 un crédit de 1 042 200 dollars au titre du fonctionnement de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) pendant l'année 2006. En outre, par sa décision 61/555 et sa résolution 61/273, elle a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses à concurrence de 190 000 dollars et 367 800 dollars, respectivement, sous réserve dans les deux cas d'un remboursement intégral, en attendant le versement de contributions volontaires. Comme indiqué dans le document A/62/509, le montant total des recettes de l'INSTRAW pour l'exercice 2006-2007, estimé à 3 491 900 dollars, est plus que suffisant pour couvrir les dépenses prévues, soit 2 648 300 dollars, ce qui permettra à l'Institut de rembourser intégralement le montant total des engagements autorisés, qui s'élève à 557 800 dollars, d'ici au 31 décembre 2007. En conséquence, aucun crédit additionnel n'est demandé dans le présent document pour couvrir cet engagement.

Renforcement des moyens dont dispose l'ONU pour gérer et conduire des opérations de maintien de la paix

Chapitre 5. Opérations de maintien de la paix (diminution : 229 700 dollars)

Chapitre 28D. Bureau des Services centraux d'appui (augmentation : 57 100 dollars)

Chapitre 35. Contributions du personnel (diminution : 40 400 dollars)

19. Dans sa résolution 61/279, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, dans son deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice 2006-2007, de l'incidence budgétaire nette des suppressions et adjonctions de postes décidées par l'Assemblée aux paragraphes 58 à 61 de la même résolution.

20. Les paragraphes 58 et 59 de la résolution prévoyaient la création des postes suivants :

- i) Chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix) :
 - a) Le poste de secrétaire général adjoint à l'appui aux missions, jusqu'au 30 juin 2008;
 - b) Un poste de sous-secrétaire général pour la direction du Bureau des affaires militaires, nouvellement créé au Département des opérations de maintien de la paix;
 - c) Un poste de sous-secrétaire général pour la direction du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, nouvellement créé au Département des opérations de maintien de la paix;

ii) Chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui) : un poste D-1 pour le Chef du Service des achats de la Division des achats.

21. Au paragraphe 61 de la même résolution, l'Assemblée générale a approuvé la suppression, au 1^{er} juillet 2007, de sept postes [4 P-4, 2 P-3 et 1 poste d'agent des

services généraux (Autres classes)] qui relevaient du chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix) du budget-programme de l'exercice 2006-2007.

22. Les suppressions et adjonctions de postes susmentionnés se soldant par une réduction nette de 213 000 dollars des prévisions de dépenses pour l'exercice 2006-2007, à savoir une diminution nette de 229 700 dollars par rapport aux prévisions figurant au chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix), une diminution nette de 40 400 dollars par rapport aux prévisions figurant au chapitre 35 (Contributions du personnel) et une augmentation de 57 100 dollars par rapport aux prévisions figurant au chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui).

Renforcement et unification du système de gestion de la sécurité

Chapitre 32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien (augmentation : 18 045 400 dollars)

23. Par sa résolution 61/263, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximal de 23,7 millions de dollars pour la réalisation de projets de sécurisation de l'accès aux locaux, à imputer au budget ordinaire, aux budgets du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda, et aux comptes de cofinancement de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUSV). Le tableau ci-après indique la répartition des prévisions de dépenses et des dépenses effectives couvertes par cette autorisation d'engagement.

Tableau 6

Ressources nécessaires au titre des projets de sécurisation de l'accès aux locaux

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Dépenses autorisées</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Écart</i>
Genève	1 921 600	1 921 600	–
Vienne ^a	458 400	271 600	(186 800)
Nairobi	5 087 900	5 087 900	–
Addis-Abeba	3 614 400	3 614 400	–
Santiago	3 152 500	2 375 800	(776 700)
Bangkok	945 000	1 610 700	665 700
Beyrouth	2 175 000	1 963 400	(211 600)
New York	1 200 000	1 200 000	–
Total partiel (budget ordinaire)	18 554 800	18 045 400	(509 400)
Vienne ^b	1 653 200	957 100	(696 100)
Total partiel (activités cofinancées)	1 653 200	957 100	(696 100)
Total partiel (budget ordinaire et activités cofinancées)	20 208 000	19 002 500	(1 205 500)
Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie	1 500 000	1 356 400	(143 600)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Dépenses autorisées</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Écart</i>
Tribunal pénal international pour le Rwanda	1 975 000	1 975 000	–
Total partiel (Tribunaux)	3 475 000	3 331 400	(143 600)
Total	23 683 000	22 333 900	(1 349 100)

^a Part des dépenses imputée au budget ordinaire.

^b Part des dépenses cofinancées à la charge d'autres organismes des Nations Unies.

24. Le montant estimatif des dépenses effectives se décompose comme suit : 18 045 400 dollars de dépenses à imputer au budget ordinaire; 1 356 400 dollars de dépenses à imputer au budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie; 1 975 000 dollars à imputer au budget du Tribunal pénal international pour le Rwanda; 957 100 dollars de dépenses à la charge des organismes autres que l'ONUSIS à Vienne. Il est rendu compte des dépenses afférentes à la réalisation du projet de sécurisation des locaux des tribunaux dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie (A/62/556) et dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget du Tribunal pour le Rwanda (A/62/557). Les dépenses à imputer au budget ordinaire sont inférieures de 509 400 dollars au montant des autorisations d'engagement; ce solde tient aux facteurs suivants :

a) Des dépenses inférieures de 186 800 dollars au montant de l'autorisation d'engagement pour la part de l'ONU dans le cofinancement du projet de sécurisation des locaux à Vienne. Le total des dépenses qui devaient être cofinancées par les organismes des Nations Unies implantés à Vienne avait été fixé initialement à 2 111 600 dollars (part de l'ONU : 458 400 dollars). Après révision du projet initial, les prévisions de dépenses ont été ramenées à 1 228 700 dollars (part de l'ONU : 271 600 dollars) grâce au choix de systèmes informatiques moins coûteux;

b) Des dépenses inférieures de 776 700 dollars au montant de l'autorisation d'engagement pour la mise en œuvre du projet de sécurisation des locaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cet écart tient à ce que les prix proposés à la suite de l'appel d'offre se sont révélés nettement inférieurs aux estimations établies en septembre 2005 pour des équipements types analogues à ceux mis en place au Siège;

c) Des dépenses inférieures de 211 600 dollars au montant de l'autorisation d'engagement pour la réalisation du projet de sécurisation des locaux de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. Cet écart tient à ce que les soumissionnaires qui ont répondu à l'appel d'offres ont proposé des prix inférieurs aux estimations figurant dans le plan initial;

d) Un dépassement de 665 700 dollars de l'autorisation d'engagement portant sur la réalisation du projet de sécurisation des locaux de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Ce dépassement tient à ce que le soumissionnaire dont l'offre a été retenue a proposé un prix total de 1 610 700 dollars, alors que le coût du projet avait été estimé initialement à 945 000 dollars, sans tenir compte de travaux qui se sont par la suite révélés indispensables, notamment l'installation de portails sécurisés pour l'accès piétonnier. Afin de ne pas retarder l'exécution du projet, il a été décidé de couvrir le dépassement en faisant

jouer les autorisations d'engagement dont le Secrétaire général ne s'était que partiellement prévalu pour d'autres lieux d'affectation.

Rénovation de la résidence du Secrétaire général

Chapitre 32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien (augmentation : 2 927 500 dollars)

25. Les travaux de rénovation de la résidence du Secrétaire général, qui se sont achevés avec un mois d'avance, en août 2007, ont coûté 6 672 400 dollars. Par sa résolution 61/21, l'Assemblée générale avait autorisé le Secrétaire général à engager pour ces travaux des dépenses d'un montant maximal de 4 490 400 dollars. Il a en fait été possible de couvrir le coût des travaux à hauteur de 3 744 900 dollars, soit pour plus de moitié, en utilisant les crédits ouverts aux chapitres 28D et 32 du budget-programme, de sorte que le Secrétaire général ne s'est prévalu de l'autorisation d'engagement qu'à concurrence de 2 927 500 dollars. Le coût effectif des travaux a dépassé les prévisions de 2 182 000 dollars du fait de la découverte de problèmes qui n'avaient pas été repérés initialement (poutres fendues, dégâts causés par une infestation de termites, équipements techniques déficients).

Transferts de postes autorisés par les résolutions 58/270 et 60/246 de l'Assemblée générale et enseignements qui peuvent en être tirés pour la réalisation de l'expérience autorisée par la résolution 60/283 de l'Assemblée, consistant à laisser au Secrétaire général une certaine latitude budgétaire

26. Au paragraphe 11 de la section III de sa résolution 60/283, l'Assemblée générale, rappelant le paragraphe 14 de sa résolution 58/270 et le paragraphe 7 de sa résolution 60/246, a décidé que l'expérience aux fins de laquelle elle avait autorisé des transferts de postes ne se prolongerait pas au-delà de l'exercice 2006-2007, et a prié le Secrétaire général de lui rendre compte à sa soixante-deuxième session des résultats de cette expérience et des enseignements à en tirer pour la réalisation de l'expérience, autorisée par la même résolution, consistant à lui laisser une certaine latitude budgétaire.

27. Comme il est indiqué dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme, aucun poste n'a été transféré d'un chapitre à l'autre du budget depuis le début de l'exercice 2006-2007. Toutefois, cinq transferts de postes opérés pendant l'exercice 2004-2005 ont été décidés après l'établissement du projet de budget-programme pour 2006-2007; les ajustements correspondants ont été proposés dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de 2006-2007 et ont été approuvés ensuite par l'Assemblée générale. Il n'y a donc rien à ajouter aux informations qui figurent dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice 2004-2005 (A/60/572 et Add.3), lequel rend compte de façon exhaustive des 17 transferts de postes opérés dans le cadre de l'expérience (voir A/60/572/Add.3, par. 9, et annexe).

28. Dans le document A/60/572/Add.3, le Secrétaire général exposait les enseignements qu'il estimait pouvoir tirer de l'expérience, aux fins de laquelle l'Assemblée générale, au paragraphe 17 de sa résolution 58/270, l'avait autorisé à transférer un maximum de 50 postes. Parmi ces enseignements, celui qu'il convient de retenir avant tout pour les besoins de l'expérience consistant à accorder au Secrétaire général une latitude budgétaire limitée à des engagements totalisant

20 millions de dollars est que l'exercice de cette latitude pour faire face à l'évolution des besoins de l'Organisation dans tel secteur ne doit pas nuire ou faire obstacle à l'exécution des programmes dans d'autres secteurs.

29. Il y a lieu à cet égard de rappeler que l'une des principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'expérience portant sur les transferts de postes a été d'arrêter la liste des postes excédentaires pouvant être transférés temporairement ou durablement d'un programme à l'autre. En effet, pour se prêter à un transfert, un poste ne devait être nécessaire ni à l'exécution du programme pour lequel il avait été approuvé, ni à la mise en œuvre d'autres activités prioritaires approuvées sous le même chapitre du budget-programme. L'expérience a montré aussi que les chances de trouver des postes excédentaires étaient en fait très limitées, étant donné qu'en milieu d'exercice, les dotations en effectifs sont revues aux fins de l'élaboration du projet de budget-programme pour l'exercice suivant et que, dans le courant de chaque exercice, la répartition des ressources est revue systématiquement lorsque sont établies les incidences sur le budget-programme des décisions prévoyant des activités nouvelles ou modifiant les activités approuvées.

30. Au vu des résultats de l'expérience portant sur les transferts de postes, il apparaît que la circonspection sera de mise dans le recensement des économies qui permettraient au Secrétaire général d'engager des dépenses dans l'exercice de la latitude budgétaire qui lui est accordée à titre expérimental. Il est à noter qu'en début d'exercice, faute d'informations suffisantes sur l'évolution des dépenses au regard des crédits ouverts, il est très difficile de déterminer où des économies pourraient être dégagées. Plus tard dans le courant de l'exercice, il devient possible d'obtenir des informations détaillées sur l'utilisation des crédits et donc de déterminer si des économies pourront être faites. De l'expérience limitée acquise depuis le début de l'expérience, il ressort que lorsqu'une analyse minutieuse des dépenses montre que des économies peuvent être dégagées, il est tout à fait possible d'utiliser ces économies pour faire face à l'évolution des besoins dans un secteur donné sans que l'exécution des programmes portant sur d'autres secteurs ait à en souffrir. Il faut signaler que l'expérience donnant au Secrétaire général une certaine latitude budgétaire ne comporte pas le risque à long terme qui rendait difficiles le recensement et le transfert définitif de postes permanents approuvés pour des programmes qui, dans bien des cas, comprenaient des activités prioritaires laissant prévoir la nécessité d'un renforcement d'effectifs. Ainsi, les économies dégagées en fonction de la manière dont se déroule l'exécution d'un programme, qui ont rarement un caractère récurrent, se prêtent à être utilisées pour financer des postes ou d'autres objets de dépense et permettre à l'Organisation de faire face à l'évolution des besoins liés à l'exécution des programmes et activités approuvés, comme le veut la résolution 60/283 de l'Assemblée générale. Il est rendu compte aux paragraphes 33 à 38 de l'expérience consistant à accorder au Secrétaire général la latitude de contracter des engagements à concurrence de 20 millions de dollars.

31. Au paragraphe 3 de la section VIII de sa résolution 61/252, l'Assemblée générale, rappelant le paragraphe 14 de sa résolution 58/270 et le paragraphe 12 de la section III de sa résolution 60/283, et notant avec préoccupation qu'aucun poste n'avait été offert, dans le cadre de l'expérience portant sur 50 postes, pour répondre aux demandes de postes nouveaux visées aux paragraphes IV.2, IV.28 et IV.29 du premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007 (A/60/7 et Corr.1), a demandé une nouvelle fois au Secrétaire général de mettre en

application sans tarder les dispositions du paragraphe 8 de sa résolution 60/246, et de lui communiquer des informations à ce sujet dans son deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme.

32. Les demandes de postes nouveaux dont il s'agit concernent le Bureau de l'Ombudsman, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Département des affaires économiques et sociales. Les moyens du Bureau de l'Ombudsman ont été réexaminés et, sur la base de ce réexamen, des propositions ont été formulées dans deux rapports (A/61/891 et A/62/294) dont l'Assemblée générale est actuellement saisie. Pour ce qui est de la CNUCED, une étude approfondie a abouti à un remaniement de l'organigramme (voir A/62/6 (sect. 12), tableau 12.22). Enfin, le Département des affaires économiques et sociales, comme l'Assemblée générale l'avait demandé, a détaché un poste P-2 du sous-programme 3 (Politiques sociales et développement social) pour faire face aux besoins immédiats de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

Incidences de l'exercice par le Secrétaire général de la latitude budgétaire que lui confère la résolution 60/283 de l'Assemblée générale

*Chapitre 17. Développement économique et social en Afrique
(augmentation : 23 100 dollars)*

*Chapitre 18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique
(augmentation : 93 800 dollars)*

Chapitre 20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes (augmentation : 359 200 dollars)

*Chapitre 21. Développement économique et social en Asie occidentale
(augmentation : 57 000 dollars)*

Chapitre 27. Information (diminution : 3 407 500 dollars)

*Chapitre 28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion
(augmentation : 398 100 dollars)*

*Chapitre 28C. Bureau de la gestion des ressources humaines
(augmentation : 956 900 dollars)*

*Chapitre 28D. Bureau des services centraux d'appui
(augmentation : 1 603 800 dollars)*

Chapitre 28E. Administration, Genève (augmentation : 557 400 dollars)

Chapitre 28F. Administration, Vienne (augmentation : 530 000 dollars)

Chapitre 28G. Administration, Nairobi (augmentation : 611 600 dollars)

Chapitre 32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien (augmentation : 3,5 millions de dollars)

Chapitre 33. Sûreté et sécurité (diminution : 5 283 400 dollars)

33. Par le paragraphe 6 de la section III de sa résolution 60/283, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, à titre expérimental, à disposer d'une certaine latitude pour l'exécution des budgets des exercices biennaux 2006-2007 et 2008-2009, dans l'exercice de laquelle il peut engager pendant chaque exercice des

dépenses à concurrence de 20 millions de dollars pour des postes et d'autres objets de dépense afin de faire face à l'évolution des besoins liés à la réalisation des programmes et activités approuvés. Le total des dépenses que le Secrétaire général peut engager de son propre chef en vertu de cette autorisation est limité à 6 millions de dollars par exercice, limite au-delà de laquelle les engagements sont subordonnés à l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Pendant l'exercice 2006-2007, le Secrétaire général a exercé cette latitude budgétaire pour financer les dépenses afférentes à la préparation de l'Organisation à l'éventualité d'une pandémie de grippe aviaire (5 283 400 dollars) et aux travaux nécessaires pour mettre les locaux du Siège aux normes anti-incendies de la ville de New York (3,5 millions de dollars). Ces dépenses ont été couvertes grâce à des économies dégagées aux chapitres 33 (Sûreté et sécurité) et 27 (Information), respectivement.

34. Pour parer à l'éventualité d'une pandémie consécutive à l'apparition d'une forme hautement pathogène du virus de la grippe aviaire [A(H5N1)], l'ONU, soucieuse de répondre par des activités convenablement coordonnées aux besoins des États Membres, a désigné un Coordonnateur du système des Nations Unies pour les questions touchant la grippe, chargé d'établir et de faire appliquer un plan global d'action unifiée prévoyant les mesures que les organismes des Nations Unies, à l'échelle mondiale, doivent prendre pour contribuer à la prévention d'une pandémie de grippe et se préparer à cette éventualité; le Coordonnateur a aussi pour mission de rendre plus efficace la lutte menée contre la grippe aviaire sur le plan international et au niveau des pays.

35. Une fois ce poste créé, le Secrétaire général a émis une directive engageant tous les bureaux et organismes des Nations Unies à désigner, partout où ils sont implantés, un coordonnateur local. Les coordonnateurs, assistés chacun d'une équipe de gestion, sont chargés de veiller à l'établissement de plans de préparation et de contrôler leur exécution. Au Siège, le Secrétaire général a institué le Bureau du coordonnateur pour New York des mesures de préparation en cas de pandémie de grippe, qui a compétence pour les unités du Secrétariat, les fonds et programmes des Nations Unies et les bureaux de liaison implantés à New York. Le Bureau a entrepris un vaste projet consistant à inventorier les dispositions déjà prises et à planifier les activités visant à les compléter dans le but de faire apparaître les lacunes des plans de crise existants et de mettre en avant la nécessité de prendre des mesures pour assurer la continuité des activités. Le Bureau est chargé aussi de veiller à ce que toutes les commissions régionales et tous les offices des Nations Unies aient un plan de préparation en cas de pandémie.

36. Le Secrétaire général a estimé à 5,3 millions de dollars le montant des dépenses nécessaires pour établir et appliquer dans les meilleurs délais les plans de préparation à l'éventualité d'une pandémie. Ces dépenses ont permis d'intégrer les plans de continuité des unités du Secrétariat implantées à New York, des offices des Nations Unies et des commissions régionales et de coordonner l'établissement et l'application d'un programme de préparation du personnel. Les dépenses engagées ont servi à couvrir le coût de la validation des plans de préparation, de la formation des formateurs dans l'éventualité d'une crise nécessitant la mise en place d'un centre d'appel, des équipements nécessaires à la mise en place d'un site Web sur la préparation à l'éventualité d'une pandémie, des outils interactifs de formation et de la conception des systèmes informatiques et des logiciels nécessaires pour le télétravail. Elles couvrent aussi le coût des équipements de télétravail (groupe

électrogène mobile, serveurs, etc.) et de diverses fournitures : antiviraux, antibiotiques, solutions antiseptiques, matériel médical, équipements de protection individuelle destinés au personnel particulièrement exposé au risque d'infection virale (agents de sécurité, préposés à l'entretien des locaux, etc.) et stocks de nourriture, d'eau et d'articles de couchage.

37. Le coût des travaux nécessaires pour mettre les locaux du Siège aux normes anti-incendies en vigueur à New York a été estimé par le Secrétaire général à 4 millions de dollars. Ce coût a pu être couvert à hauteur de 500 000 dollars par des économies dégagées au chapitre 32 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien). Pour le reste (3,5 millions de dollars), le Secrétaire général a demandé l'assentiment du CCQAB, comme le prévoit le paragraphe 8 g) de la section III de la résolution 60/283 de l'Assemblée générale. Ayant obtenu cet assentiment, il a exercé la latitude budgétaire que lui confère cette résolution pour réaffecter au chapitre 32 le montant d'une économie de 3,5 millions de dollars dégagée au chapitre 27 (Information).

38. Le tableau 7 indique les chapitres d'origine et les chapitres de destination des montants réaffectés pour financer la préparation à l'éventualité d'une pandémie de grippe aviaire et les travaux nécessaires pour mettre les locaux du Siège aux normes anti-incendies en vigueur à New York.

Tableau 7

Récapitulatif des dépenses imprévues et extraordinaires et des dépenses découlant de décisions des organes directeurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Dépenses imprévues et extraordinaires	Renforcement des moyens dont dispose l'ONU		Renforcement du système de gestion de la sécurité	Rénovation de la résidence du Secrétaire général	Dépenses engagées par le Secrétaire général dans l'exercice de la latitude budgétaire que lui confère la résolution 60/283 de l'Assemblée générale		Total
		pour gérer et conduire des opérations de maintien de la paix	et unification			Préparation au risque de pandémie	Mise de locaux aux normes anti-incendies	
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	568,7	—	—	—	—	—	—	568,7
2. Affaires politiques	904,2	—	—	—	—	—	—	904,2
5. Opérations de maintien de la paix	—	(229,7)	—	—	—	—	—	(229,7)
7. Cour internationale de Justice	547,7	—	—	—	—	—	—	547,7
8. Affaires juridiques	860,6	—	—	—	—	—	—	860,6
17. Développement économique et social en Afrique	—	—	—	—	—	23,1	—	23,1
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	—	—	—	—	—	93,8	—	93,8
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	—	—	—	—	—	359,2	—	359,2
21. Développement économique et social en Asie occidentale	—	—	—	—	—	57,0	—	57,0
27. Information	—	—	—	—	—	92,5	(3 500,0)	(3 407,5)

Chapitre du budget	Renforcement des moyens dont dispose l'ONU		Renforcement et unification du système de gestion de la paix de la sécurité	Rénovation de la résidence du Secrétaire général	Dépenses engagées par le Secrétaire général dans l'exercice de la latitude budgétaire que lui confère la résolution 60/283 de l'Assemblée générale		Total
	Dépenses imprévues et extra-ordinaires	pour gérer et conduire des opérations de maintien de la paix			Préparation au risque de pandémie	Mise de locaux aux normes anti-incendies	
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	–	–	–	–	398,1	–	398,1
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	–	–	–	–	956,9	–	956,9
28D. Bureau des services centraux d'appui	–	57,1	–	–	1 603,8	–	1 660,9
28E. Administration, Genève	–	–	–	–	557,4	–	557,4
28F. Administration, Vienne	–	–	–	–	530,0	–	530,0
28G. Administration, Nairobi	–	–	–	–	611,6	–	611,6
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	–	–	18 045,4	2 927,5	–	3 500,0	24 472,9
33. Sûreté et sécurité	–	–	–	–	(5 283,4)	–	(5 283,4)
35. Contributions du personnel	–	(40,4)	–	–	–	–	(40,4)
Total	2 881,2	(213,0)	18 045,4	2 927,5	–	–	23 641,1

C. Taux d'occupation des postes et autres facteurs

(Diminution : 170 265 800 dollars)

39. L'état 2 donne des précisions sur les écarts se rapportant aux taux d'occupation des postes et à d'autres facteurs, par objet de dépense. Sont regroupés sous cette rubrique : a) les écarts entre les taux d'occupation des postes et les hypothèses ayant servi aux prévisions révisées; b) les écarts entre, d'une part, le montant effectif moyen des coûts salariaux et des dépenses communes de personnel et, de l'autre, les coûts standard utilisés pour les prévisions révisées; et c) les ajustements apportés aux objets de dépense autres que le coût des postes pour tenir compte des dépenses déjà engagées et de celles prévues d'ici à la fin de l'exercice biennal.

40. Au total, les changements concernant cette rubrique se traduisent par une diminution nette de 170 265 800 dollars, dont 76 746 600 dollars pour le coût des postes et 93 519 200 dollars pour les dépenses autres.

41. Les taux effectifs de vacance de postes ont été supérieurs aux taux prévus pour l'exercice biennal. Les taux de vacance approuvés pour les postes stables étaient de 4,9 % et 1,5 % pour la catégorie des administrateurs et celle des services généraux, respectivement. Comme le montre l'état 8, le taux moyen de vacance de postes pour la catégorie des administrateurs était de 7,0 % en 2006 et de 7,1 % en 2007. Pour la catégorie des services généraux, les taux correspondants étaient de 3,6 % et 3,7 %.

42. Dans un nombre restreint de programmes, les taux de vacance sont exceptionnellement élevés; il s'agit pour la plupart de programmes modestes ayant chacun un nombre peu important de postes autorisés et pour lesquels un petit

nombre de postes vacants produit un taux de vacance supérieur à celui retenu dans le budget. Par exemple, 1 poste d'administrateur vacant sur les 15 prévus au chapitre 6 (Utilisations pacifiques de l'espace) suffirait à porter à 6,7 % le pourcentage de postes vacants. L'état 8 contient également des informations sur les taux de vacance relatifs à l'exercice biennal précédent, conformément à la recommandation du Comité consultatif (voir A/60/597, par. 13).

43. Dans les quelques grands programmes ayant des taux de vacance plus élevés que prévu, des dispositions sont prises pour régler le problème. L'écart entre les taux effectifs et ceux prévus dans les chapitres pertinents du budget s'explique par divers facteurs, y compris mais non exclusivement les délais de recrutement, de nomination et de promotion, les cessations de service et les affectations temporaires de fonctionnaires à des postes plus élevés. Dans d'autres cas, ces écarts sont liés au fait que des nouveaux postes ont été approuvés pour certains chapitres au cours de l'exécution du budget. Les efforts se poursuivent partout dans l'Organisation pour trouver une solution globale au problème dans le cadre de la réforme de la gestion des ressources humaines. Dans le cas de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), on se souviendra que, dans l'optique de la présentation d'un plan d'action complet pour le renforcement des bureaux sous-régionaux conformément à la résolution 60/235 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a indiqué (voir A/61/471) que des mesures avaient été prises pour définir le rôle et la mission des bureaux sous-régionaux, en application des recommandations du Bureau des services de contrôle interne (A/60/120, par. 14). En procédant à ce repositionnement en 2006, la Commission avait suspendu provisoirement les recrutements, ce qui a contribué à faire augmenter le taux de vacance et entraîné des retards. Elle s'attache en priorité à pourvoir les postes vacants et le taux devrait s'améliorer d'ici à la fin de 2007 grâce à cet effort.

44. En général, les économies relatives aux postes ont été réalisées dans les chapitres du budget où les taux de vacance de postes effectifs ont été plus élevés que prévu. Dans certains cas, elles s'expliquent également par l'écart entre le montant moyen effectif des coûts salariaux et des dépenses communes de personnel et les coûts standard utilisés dans les prévisions révisées, ainsi que par la pratique qui consiste à confier un poste vacant à un fonctionnaire d'un grade moins élevé que ne le prévoyait le budget en attendant le recrutement d'un titulaire, ou à remplacer temporairement le personnel en mission par des fonctionnaires d'un rang souvent moins élevé que celui attribué au poste.

45. En ce qui concerne les ajustements portant sur les objets de dépense autres que les postes, et ainsi que l'indique l'état 2, une diminution nette de 93,6 millions de dollars est attendue par suite de la baisse des autres dépenses de personnel, des émoluments des non-fonctionnaires et des frais relatifs aux consultants et experts, aux voyages des représentants, aux services contractuels, aux frais généraux de fonctionnement, aux fonctions de représentation, aux fournitures et accessoires, au mobilier et au matériel, aux subventions et contributions et à des objets de dépense divers, soit une diminution de 113,7 millions de dollars en partie annulée par une augmentation de 20,1 millions de dollars afférente aux frais de voyage du personnel et à l'amélioration des locaux.

46. La diminution nette de 29,9 millions de dollars attendue au titre des autres dépenses de personnel est la conséquence de deux facteurs principaux : les ajustements de 9,1 et 25,5 millions de dollars apportés respectivement au chapitre 2

(Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et au chapitre 3 (Affaires politiques) et une augmentation de 5,2 millions de dollars au chapitre 33 (Sûreté et sécurité), comme indiqué ci-après :

a) La réduction de 9,1 millions de dollars prévue au chapitre 2 traduit la prise en compte des chiffres effectifs enregistrés pour les services de conférence; il s'agit essentiellement des économies réalisées au titre du personnel temporaire recruté pour les réunions grâce, notamment, à la poursuite des efforts visant à rationaliser l'acheminement des documents, à faire respecter le nombre limite de pages, à regrouper des rapports, à améliorer la planification et la coordination des séances et à développer l'usage de l'informatique. Les initiatives prises pour améliorer la planification des capacités, les prévisions relatives à la documentation et la proportion des services d'interprétation et de traduction assurés par des vacataires, en tenant compte des besoins opérationnels, notamment des délais et des normes de qualité, ont également permis d'assurer une utilisation efficace des ressources disponibles;

b) La diminution de 25,5 millions de dollars prévue au chapitre 3 est liée notamment à une réduction globale importante des dépenses afférentes aux missions politiques spéciales financées au moyen des crédits ouverts à ce chapitre. Plusieurs missions sont concernées et les réductions tiennent essentiellement au fait que les taux de vacance de postes ont été plus élevés que prévu, mais les économies qui ont trait à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) devraient être particulièrement importantes du fait que les taux de vacance ont été élevés et que les versements effectués au titre de la prime de risque ont été de ce fait inférieurs aux prévisions, que le bureau de Bassorah a été fermé temporairement et que celui prévu pour la région de Kirkouk n'a pas été ouvert. D'autres économies sont prévues, à savoir : une économie de 6,6 millions de dollars pour la Commission d'enquête internationale indépendante, due généralement à des taux de vacance de postes élevés et à l'évacuation du personnel au cours du conflit de 2006; une économie de 5,1 millions de dollars pour le Bureau intégré des Nations Unies au Burundi, imputable à des taux de vacance élevés lors du lancement de la mission; une économie de 4 millions de dollars pour la Mission des Nations Unies au Népal (MINUNEP), imputable essentiellement aux retards pris dans le déploiement du personnel et au report des élections; une économie de 1,5 million de dollars pour le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie, due au fait que le nombre de postes vacants a été plus élevé que prévu et que le Bureau n'a pas été transféré en Somalie; enfin, une économie de 1,6 million de dollars pour le Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL), imputable aux taux de vacance supérieurs aux prévisions et aux modalités de partage des coûts convenues avec la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) au cours du premier semestre de 2006;

c) L'augmentation de 5,2 millions de dollars prévue au chapitre 33 est liée aux dépenses qui doivent être engagées au titre des heures supplémentaires et du personnel temporaire (autre que pour les réunions) pendant l'exercice. Les heures supplémentaires étaient nécessaires pour assurer le service des réunions dans plusieurs lieux d'affectation, en raison des retards dans le recrutement de fonctionnaires. Les montants prévus pour le personnel temporaire font également apparaître une augmentation nette due principalement aux problèmes de sécurité à Beyrouth.

47. La diminution nette de 50 000 dollars relative aux émoluments des non-fonctionnaires est liée en partie à une réduction des dépenses afférentes aux membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, aucune activité n'étant prévue en 2007, et au montant effectif des prestations qui ont été versées aux anciens secrétaires généraux pendant l'exercice. Ces réductions sont compensées en partie par une augmentation au chapitre 7, qui est imputable essentiellement aux dépenses supplémentaires entraînées par la désignation des juges ad hoc à la Cour internationale de Justice (46 000 dollars) conformément à l'article 31 du Statut de la Cour, dans l'affaire relative à la délimitation maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (*Nicaragua c. Honduras*). En règle générale, ces dépenses sont financées selon les modalités indiquées à l'alinéa b) i) du paragraphe 1 de la résolution 60/249 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2006-2007. À cet égard, comme indiqué au paragraphe 17 ci-dessus, des engagements à concurrence de 173 600 dollars ont été autorisés en 2007 pour la désignation de juges ad hoc. Toutefois, pour ne pas dépasser le plafond de 200 000 dollars spécifié à l'alinéa susmentionné, le montant supplémentaire nécessaire (46 000 dollars) est demandé dans la présente partie du rapport. L'augmentation prévue au chapitre considéré est compensée en partie par une réduction des ressources nécessaires au titre des allocations versées au Vice-Président lorsque celui-ci remplit les fonctions de président (13 700 dollars), le Président étant présent quasiment tous les jours de l'année.

48. La diminution nette de 5,1 millions de dollars du coût des services de consultants et d'experts provient de l'ajustement du volume de ces services apporté à divers chapitres. Le plus important, qui représente 4,6 millions de dollars d'économies, est celui relatif au chapitre 3 (Affaires politiques) et il traduit la prise en compte des variations de l'ampleur des concours extérieurs sollicités pour les missions politiques spéciales financées au moyen de crédits inscrits à ce chapitre. Les chiffres effectifs correspondant aux honoraires, aux frais de voyage et à la durée des engagements dans les différentes missions ont été pris en considération. Les ajustements opérés pour d'autres chapitres, qui ont également été déterminés à partir des données de l'expérience relatives au recrutement de consultants et d'experts, y compris la durée des réunions d'experts et le nombre correspondant de participants par rapport aux prévisions, représentent une diminution nette de 500 000 dollars.

49. La diminution de 470 900 dollars relative aux frais de voyage des représentants est le résultat des ajustements apportés à plusieurs chapitres. L'économie qui apparaît au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) tient au fait que des membres de commissions ou de comités n'ont pas fait valoir leur droit au remboursement par l'ONU de leurs frais de voyage. Au chapitre 23 (Droits de l'homme), la diminution est imputable à une réduction nette de l'enveloppe globale pour les réunions de commissions, comités et sous-comités divers qui sont financées au moyen de crédits ouverts à ce chapitre. Dans le cas du chapitre 3 (Affaires politiques), la diminution s'explique essentiellement par le fait que le coût et le nombre des voyages aériens effectués par les membres du Conseil de sécurité et des comités ont été moins élevés que prévu, notamment à cause des problèmes de sécurité et des difficultés rencontrées dans les formalités d'établissement des documents de voyage nécessaires. Ces économies ont été annulées en partie par des dépenses supplémentaires au chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble), associées au relèvement du taux de l'indemnité journalière de

subsistance applicable à New York pour les membres des comités inclus dans ce chapitre. Le chapitre 8 (Affaires juridiques) donne lieu à des ajustements analogues liés aux réunions que la Commission du droit international a tenues à Genève. En ce qui concerne le chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale), l'augmentation des frais de voyage afférents aux sessions de l'Organe international de contrôle des stupéfiants qui se tiennent à Vienne est due à des changements dans la composition de l'Organe.

50. L'augmentation de 8,5 millions de dollars des frais de voyage du personnel, qui se répartit entre plusieurs chapitres, est liée à des voyages imprévus effectués pour participer à des réunions, à des congrès et à des ateliers, à la prestation de services à des comités et commissions et à la fourniture d'une assistance technique et de services consultatifs dans les commissions régionales. La forte majoration des taux applicables au Siège pour l'indemnité journalière de subsistance (qui est passée de 275 à 347 dollars à compter du 1^{er} décembre 2006) et l'indemnité pour faux frais au départ et à l'arrivée (qui a été relevée de 27 à 63 dollars à compter du 1^{er} juin 2006) a également entraîné des hausses qui viennent s'ajouter à l'inflation dans différents chapitres du budget, au titre des frais de voyage. Ces hausses sont ventilées comme suit :

a) Chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble) : augmentation de 1,4 million de dollars imputable à des voyages imprévus effectués à l'occasion de circonstances liées à des questions politiques nouvelles, de réunions tenues par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) en 2006 et 2007 et du séminaire qui a été organisé à Turin (Italie) à l'intention du personnel d'encadrement. La transition entre le départ de l'ancien Secrétaire général en 2006 et l'entrée en fonctions de son successeur en 2007 a entraîné des dépenses additionnelles. La résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité, qui a amené le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés à se rendre en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Burundi et au Soudan en 2007, a également occasionné des frais de voyage imprévus. Le Représentant spécial a effectué d'autres déplacements non prévus au budget à l'occasion de la présentation d'un rapport au Conseil des droits de l'homme;

b) Chapitre 3 (Affaires politiques) : augmentation de 1,7 million de dollars liée essentiellement aux frais de voyage supplémentaires qui ont dû être engagés pour les personnels civil et militaire de la MANUI du fait qu'elle ne disposait pas de moyens aériens propres pendant la majeure partie de l'exercice biennal. Cette augmentation est compensée en partie par une diminution du coût des déplacements comptabilisés pour d'autres entités, principalement la Commission d'enquête internationale indépendante et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus concernant le futur statut du Kosovo;

c) Chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix) : augmentation de 400 000 dollars liée à la relève des membres du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan et à l'accroissement du nombre des voyages enregistré pour la commission d'enquête et autres déplacements dictés par la situation au Liban en 2006 (Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve);

d) Chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) : augmentation de 500 000 dollars liée essentiellement aux facteurs suivants : participation à la coordination et

à l'exécution d'activités communes avec des organismes des Nations Unies, des organes intergouvernementaux et des institutions universitaires et professionnelles; service des réunions du Conseil économique et social, du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (en ce qui concerne l'égalité des sexes), du Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes, ainsi que du Conseil des chefs de secrétariat et de ses organes subsidiaires;

e) Chapitre 17 (Développement économique et social en Afrique): augmentation de 400 000 dollars liée principalement à des frais de voyage imprévus afférents à la participation à des réunions et des congrès et à des activités de renforcement des capacités (ateliers et prestation de services consultatifs aux communautés économiques régionales, par exemple);

f) Chapitre 20 (Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes): augmentation de 300 000 dollars liée essentiellement aux voyages entrepris pour assurer le suivi des conférences internationales à l'échelle de la région et assister à des réunions de coordination au Siège de l'ONU. D'autres missions portaient sur la fourniture d'un appui fonctionnel pour des réunions techniques et des réunions sous-régionales et pour les travaux préparatoires connexes;

g) Chapitre 23 (Droits de l'homme): augmentation de 400 000 dollars imputable dans une large mesure à la prestation de services au Comité des droits de l'homme et au Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi qu'à des voyages imprévus liés à la mission de haut niveau que le Conseil des droits de l'homme a décidé d'envoyer au Darfour;

h) Chapitre 28C (Bureau de la gestion des ressources humaines): augmentation de 500 000 dollars liée à des voyages effectués à l'occasion de l'élaboration des propositions du Secrétaire général relatives à la réforme de la gestion des ressources humaines, de la session supplémentaire du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel et des préparatifs de l'examen des modalités d'exécution des tâches pour la mise en service du nouveau progiciel de gestion intégrée;

i) Chapitre 33 (Sûreté et sécurité): augmentation de 900 000 dollars liée à des voyages imprévus effectués par des agents des services de sécurité de New York et de Genève à l'occasion de missions de protection rapprochée et à d'autres déplacements imprévus requis pour des consultations sur les modalités d'exécution du projet relatif au contrôle de l'accès aux locaux et d'autres réunions de coordination;

j) Autres frais de voyage supplémentaires répartis entre 23 chapitres: augmentation nette de 2 millions de dollars.

51. La diminution de 12,8 millions de dollars relative aux services contractuels est le résultat des ajustements apportés à plusieurs chapitres. Le facteur le plus important est la réduction de 15,6 millions de dollars prévue au chapitre 3 (Affaires politiques), qui concerne essentiellement les missions politiques spéciales. Dans le cas de la MANUI, la diminution nette de 12,8 millions de dollars constatée s'explique principalement par les raisons suivantes: premièrement, le taux de déploiement du personnel militaire a été inférieur aux prévisions, ce qui a entraîné

une réduction du coût des systèmes de survie et a permis à la Mission d'assurer progressivement les services indispensables à la vie quotidienne en faisant appel à des entreprises privées et de réaliser ainsi des économies; deuxièmement, le plafond fixé pour le nombre de civils déployés en Iraq a été plus faible que prévu, ce qui a entraîné une réduction des besoins pour les services de sécurité; enfin, le bureau prévu pour la région de Kirkouk n'a pas été ouvert et celui de Bassorah a été fermé temporairement en raison de l'insécurité. On enregistre également une économie de 1,9 million de dollars au titre de l'externalisation des services informatiques à la Commission d'enquête internationale indépendante du fait que les besoins ont été couverts au moyen de ressources internes avec le concours de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban. La diminution observée au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) est liée dans une large mesure à une réduction du volume des services informatiques due à des retards dans la réalisation du grand projet informatique relatif aux services de conférence, à une réduction du volume des travaux contractuels de traduction imputable à des retards dans l'application du barème uniforme établi pour la traduction contractuelle à tous les lieux d'affectation et à une diminution du volume des travaux contractuels d'imprimerie et autres travaux spécialisés consécutive à la location d'appareils pour l'impression à la demande à New York. Ces économies ont été annulées en partie par des dépenses supplémentaires associées aux projets de gestion du contenu organisationnel et de gestion de la relation client, au chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui). Ces dépenses concernent les logiciels, les licences et les services de formation et d'entretien pour l'exercice biennal 2006-2007. Les ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2008-2009 ont fait l'objet d'une analyse détaillée dans le rapport du Secrétaire général sur la mise en place au Secrétariat de systèmes informatique et télématiques intégrés à l'échelle mondiale (A/62/510). L'augmentation enregistrée au chapitre 27 (Information) est liée essentiellement aux dépenses supplémentaires afférentes à la production de plusieurs programmes de télévision, aux services informatiques concernant la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, aux abonnements pour les services d'information externe en ligne et aux services techniques contractuels requis pour assurer la couverture multimédia des séances de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, qui a été élargie et est devenue plus complexe. Au chapitre 29 (Contrôle interne), ce sont essentiellement les travaux relatifs à l'évaluation des risques et le renforcement des compétences fonctionnelles et techniques des fonctionnaires du Bureau des services de contrôle interne qui nécessitent des ressources supplémentaires.

52. Le montant des ressources nécessaires au titre des frais généraux de fonctionnement fait apparaître une diminution nette de 36 millions de dollars. Cette diminution est liée à des réductions opérées au chapitre 3 (Affaires politiques), qui se chiffrent à 36 millions de dollars au total, et englobe des ajustements qui se compensent, répartis sur d'autres chapitres. En ce qui concerne le chapitre 3, la réduction nette de 36 millions de dollars est imputable principalement aux ajustements qui sont requis pour les missions politiques spéciales. Dans le cas de la MANUI, il s'agit d'une diminution globale de 24,2 millions de dollars qui concerne essentiellement les dépenses afférentes aux aéronefs loués pour pallier l'absence d'appareils appropriés, ainsi que les frais engagés au titre des services collectifs de distribution, des communications, de l'entretien du mobilier et du matériel de bureau, des agios, de services divers, de l'assurance responsabilité civile, du fret et autres dépenses connexes, et qui s'explique par le fait que le bureau prévu pour la

région de Kirkouk n'a pas été ouvert, que celui de Bassorah est fermé temporairement (depuis novembre 2006) et que l'élargissement de la Mission a été différé en raison des problèmes de sécurité en Iraq. Pour la MINUNEP, on prévoit une diminution de 6,5 millions de dollars qui est due aux facteurs suivants : a) une révision à la baisse des prévisions de dépenses au titre des communications assurées par les réseaux commerciaux et des services d'information en raison du report des élections; b) une révision à la baisse des prévisions à la rubrique Carburants pour groupes électrogènes du fait de la disponibilité d'une alimentation locale en électricité dans les bureaux régionaux et dans les zones de cantonnement; c) des économies sur les dépenses de fonctionnement afférentes aux aéronefs dont le déploiement a été différé; et d) une révision à la baisse des prévisions relatives à l'entretien du matériel de transport, vu l'état neuf du parc de véhicules. On observe également des réductions pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) (1,1 million de dollars) et le BINUSIL (1,2 million de dollars) qui, pour l'essentiel, sont dues respectivement au report de l'ouverture de deux bureaux provinciaux et aux modalités de partage des coûts convenues avec la MINUSIL, s'agissant en particulier des frais afférents à l'informatique.

53. Les dépenses de représentation, qui font apparaître une diminution de 94 900 dollars répartie sur plusieurs chapitres, ont été inférieures aux prévisions, principalement parce qu'il y a eu moins de réceptions officielles au cours de l'exercice ou parce que les invités étaient moins nombreux que prévu dans certains cas.

54. La diminution nette de 4,6 millions de dollars relative aux fournitures et aux accessoires traduit les ajustements opérés dans un certain nombre de chapitres. La baisse constatée au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) tient essentiellement aux économies réalisées sur les fournitures pour la reproduction interne, qui sont le produit à la fois d'investissements dans les technologies et de diverses mesures suivies de rationalisation des services de conférence consistant notamment à regrouper des rapports et à faire respecter le nombre limite de pages. Dans le cas du chapitre 27 (Information), la diminution (800 000 dollars) est due au fait que les besoins ont été plus faibles que prévu en ce qui concerne les ouvrages et les fournitures pour la bibliothèque – notamment parce que les documents imprimés traditionnels sont progressivement remplacés par des versions numériques à la demande des clients –, les fournitures pour les services d'information, l'équipement opérationnel, les articles de papeterie et les fournitures pour la reproduction interne. Ces économies ont pu être réalisées dans une large mesure grâce à la poursuite du processus de passage de l'ère analogique à l'ère numérique pour les supports et les modes de transmission de l'information, à une utilisation plus intensive des services d'information en ligne et des moyens de diffusion électronique des documents d'information et à la promotion de l'utilisation d'imprimantes de réseau en vue de réduire le volume des besoins pour les imprimantes individuelles. La diminution de 700 000 dollars constatée au chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui) est imputable essentiellement à l'amélioration des procédures de remboursement qui a permis d'assurer une plus grande exactitude dans les remboursements effectués par les départements et bureaux, et à la réalisation d'économies sur le papier pour photocopie et d'autres fournitures. Ces diminutions ont été en partie annulées par des augmentations au chapitre 3 (Affaires politiques) (600 000 dollars), imputables en grande partie aux besoins de la MANUI en matière de pièces de rechange pour

les groupes électrogènes et de climatiseurs à Bagdad et à Erbil (Iraq) et au Koweït, au coût des articles de papeterie et des fournitures utilisées pour les activités de formation dans le domaine de la sécurité, qui a été plus élevé que prévu, et aux frais d'abonnement pour les services d'information, les cartes et les planches. Les fournitures pour la défense des périmètres nécessaires à la Commission d'enquête internationale indépendante pour assurer la protection de ses locaux sur deux emplacements, ainsi que des fournitures et accessoires divers requis pour les enquêtes et les analyses de police scientifique ont également entraîné des dépenses supplémentaires (400 000 dollars).

55. La diminution de 3,6 millions de dollars des achats de mobilier et de matériel représente essentiellement l'effet net de réductions au chapitre 3 (Affaires politiques) (5,7 millions de dollars) et d'augmentations au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (1,5 million de dollars). Les ajustements opérés dans d'autres chapitres se traduisent par une augmentation nette de 600 000 dollars. L'augmentation de 1,5 million constatée au chapitre 2 est imputable essentiellement à l'achat de matériel et de mobilier pour améliorer et moderniser les installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi. La diminution observée au chapitre 3 est due principalement à trois missions politiques spéciales. La MANUI fait apparaître une diminution de 3,2 millions de dollars, imputable essentiellement au fait que le bureau prévu pour la région de Kirkouk n'a pas été ouvert, que celui de Bassorah a été temporairement fermé, que certains achats de matériel n'ont pas été effectués en raison du report de l'élargissement de la Mission suite à la détérioration des conditions de sécurité et que certaines activités prévues dans le domaine de l'information n'ont pas été exécutées. Dans le cas de la MINUNEP, la réduction de 4,5 millions de dollars constatée s'explique principalement par les facteurs suivants : a) achat de mobilier de bureau à des prix unitaires plus faibles auprès de sources locales et économies qui en résultent dans les frais de transport; b) non-installation de systèmes de suivi des déplacements et du carburant sur les véhicules en raison de la durée limitée de la Mission; c) réduction des achats de matériel d'informatique et de communications, de pièces détachées et de fournitures en raison du report des élections; d) annulation d'achats d'équipements de sécurité individuels qui se sont révélés superflus pour la Mission; e) absence de nécessité pour l'achat de matériel d'épuration de l'eau puisqu'on trouve facilement de l'eau en bouteille; et f) réduction des besoins en matériel médical du fait que les effectifs déployés ont été plus faibles que prévu. Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus concernant le futur statut du Kosovo fait également apparaître une diminution de 500 000 dollars qui tient principalement à l'utilisation de matériel de bureau prêté à titre gracieux par l'Office des Nations Unies à Vienne, à l'annulation du projet d'installation de bureaux supplémentaires à un autre étage et à la sous-traitance de contrats de services (solution plus avantageuse que la mise en place de services internes, qui aurait nécessité l'achat de matériel d'atelier). Ces diminutions sont en partie annulées par les dépenses supplémentaires qui ont été engagées pour la Commission d'enquête internationale indépendante au titre de l'achat de matériel de sécurité et de sûreté pour ses locaux et de matériel de communications nécessaire pour respecter les normes minimales de sécurité opérationnelle. D'autres augmentations tenaient à la nécessité d'élargir le réseau de communications de la Commission afin d'assurer la couverture des zones dans lesquelles les enquêteurs procèdent à l'interrogation de témoins. Des achats de mobilier ont dû être effectués pour du personnel supplémentaire et par suite du

déménagement de bureaux et il a fallu affréter un navire pour évacuer le personnel de la Commission lors du conflit de 2006.

56. L'augmentation nette de 11,6 millions de dollars des crédits requis pour l'amélioration des locaux concerne principalement les missions politiques spéciales dont les dépenses sont imputées au chapitre 3 (Affaires politiques). La principale hausse a trait à la MANUI (9,7 millions de dollars) et elle est due à la construction d'un toit de protection à Bagdad, pour lequel le coût des matériaux achetés localement a été plus élevé que prévu, et les sujétions liées à l'importation de matériaux de construction ont entraîné une augmentation du prix du fret, à des petits chantiers à l'aéroport international de Bagdad, à la construction de quelques installations supplémentaires à Erbil et de bureaux à Bagdad, ainsi qu'à l'inclusion des dépenses afférentes à la phase de conception du complexe du quartier général intégré de la Mission à Bagdad, qui avaient été en partie absorbées dans le cadre d'une révision des priorités fixées pour des petits travaux de construction prévus. Par ailleurs, la MANUA a engagé des dépenses supplémentaires (1,2 million de dollars) dans la construction de locaux pour le personnel des bureaux provinciaux afin d'élargir la surface des bureaux disponibles pour les agents travaillant dans les complexes qui n'avaient pas été pris en considération dans les prévisions. La Commission d'enquête internationale indépendante (700 000 dollars) a également donné lieu à des dépenses supplémentaires pour l'agrandissement des logements du personnel et des bureaux et des travaux de transformation de la structure permanente afin de l'adapter aux normes de sécurité de la Commission, y compris l'installation de pare-souffle et de parois antichocs.

57. La réduction nette du montant des subventions et contributions (12,6 millions) résulte des ajustements concernant les contributions à des activités cofinancées, les services du Centre international de calcul (CCI) et d'autres subventions et contributions. La majeure partie de cette somme (9 millions) correspond à des économies prévues au chapitre 33, dues au fait que la part de l'ONU dans le coût des dispositifs de sécurité sur le terrain et à Vienne a été revue à la baisse compte tenu des dépenses effectives. Une autre raison de la réduction est l'utilisation moins importante que prévu des services du CCI par plusieurs entités (CNUCED, Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Bureau des services centraux d'appui). Dans le cas du chapitre 23 (Droits de l'homme), la diminution tient essentiellement au fait que certains séminaires qui étaient prévus par des bureaux régionaux n'ont pas eu lieu. Elle est également imputable à la part de la réduction qui est attribuée à l'ONU dans le coût global des services de conférence et des services de gestion des bâtiments cofinancés à Vienne. Les réductions sont en partie annulées par des dépenses supplémentaires correspondant aux ajustements requis pour la part qui revient à l'ONU dans le financement des activités de la Commission de la fonction publique internationale, du Corps commun d'inspection et du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination.

58. La diminution nette des dépenses diverses (8,5 millions de dollars) provient essentiellement de la révision à la baisse des contributions du personnel, compte tenu de leur montant effectif.

59. Depuis l'exercice biennal 1998-1999, une présentation uniforme a été adoptée pour les dépenses relatives aux activités qui ne sont pas entièrement à la charge de l'Organisation et dont le coût est partagé entre celle-ci et d'autres entités. Les montants nets des ressources nécessaires, c'est-à-dire la part de l'Organisation dans

le coût de ces activités, qui concernent les chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 30 (Activités administratives financées en commun) et 33 (Sûreté et sécurité), ont été pris en considération dans l'analyse du montant global définitif du budget-programme de l'exercice 2006-2007 présentée ci-dessus et dans les chiffres indiqués dans les états 1 à 3 ci-dessous aux fins de l'ouverture des crédits.

60. Le montant brut définitif du budget prévu pour chacune des activités dont le coût net pour l'ONU est inclus dans le budget-programme se présente comme suit : Corps commun d'inspection, 11 264 700 dollars; Commission de la fonction publique internationale, 13 585 500 dollars; secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination, 4 187 400 dollars; services de conférence et services de sécurité à l'Office des Nations Unies à Vienne, 55 620 900 dollars et 22 954 000 dollars, respectivement; et dispositif de sécurité sur le terrain, 163 074 400 dollars, y compris la prime d'assurance contre les actes de violence.

D. Engagements non réglés

61. À la fin d'octobre 2007, le montant des engagements non réglés s'élevait à 175,1 millions de dollars. Ce chiffre changera encore d'ici à la clôture des comptes. À cet égard, on ne peut envisager d'établir une comparaison valable avec les engagements non réglés figurant dans les rapports sur l'exécution du budget des opérations de maintien de la paix, ceux-ci étant normalement établis après la clôture de l'exercice financier considéré, date à laquelle on connaît le montant effectif des engagements non réglés.

III. Chapitres des recettes

62. Le montant total de l'augmentation enregistrée au titre des chapitres des recettes s'élève à 12,9 millions de dollars; une ventilation par chapitre en est donnée dans le tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7

Récapitulation des modifications prévues aux chapitres des recettes

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Chapitre des recettes</i>	<i>Prévisions de recettes approuvées</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>Prévisions de recettes révisées</i>
1. Recettes provenant des contributions du personnel	446,7	(7,2)	439,5
2. Recettes générales	41,6	20,2	61,8
3. Services destinés au public	3,9	(0,1)	3,8
Total	492,2	12,9	505,1

Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

63. La baisse des recettes provenant des contributions du personnel, soit 7,2 millions de dollars, est le résultat combiné de la baisse du montant des décaissements effectués au chapitre correspondant des dépenses et de la diminution du montant des contributions du personnel retenues sur les émoluments des fonctionnaires dont la rémunération est imputée sur le produit des activités productrices de recettes au chapitre 3 des recettes.

Chapitre 2 des recettes. Recettes générales

64. L'augmentation enregistrée au chapitre 2 des recettes est essentiellement due à l'accroissement de 16,3 millions de dollars du montant des intérêts bancaires perçus, une évolution qui est conforme à la hausse effective et continue des taux enregistrée depuis quelque temps. Elle s'explique également par une augmentation des recettes provenant de la location de locaux, du remboursement de dépenses d'exercices antérieurs, du remboursement des services fournis à des institutions spécialisées et à d'autres organismes, et des recettes diverses. D'un montant total de 4,2 millions de dollars, l'augmentation des recettes dans ces domaines est partiellement annulée par une baisse de 300 000 dollars des recettes provenant des services de télévision et de services analogues, et des recettes provenant de la vente de matériel usagé, d'où un accroissement global de 20,2 millions de dollars au chapitre 2 des recettes.

Chapitre 3 des recettes. Services destinés au public

65. La baisse de 148 600 dollars constatée au chapitre 3 des recettes est le résultat combiné d'une diminution des recettes totales (moins 4 032 600 dollars) et d'une baisse plus forte des dépenses (moins 3 884 000 dollars). Les recettes provenant des services destinés aux visiteurs ont augmenté d'environ 486 600 dollars du fait d'une fréquentation plus importante que prévue au Siège et à l'Office des Nations Unies à Genève. De même, les recettes provenant des services de restauration et d'autres activités commerciales ont respectivement augmenté de 128 300 et 268 700 dollars, ce qui s'explique en grande partie par l'accroissement du taux d'utilisation du centre de conférences de la CESAP; et les recettes provenant de la vente d'articles-cadeaux et de données statistiques et démographiques ont enregistré une légère hausse (plus 78 300 dollars). Ces augmentations sont partiellement annulées par le fait que les recettes provenant de l'exploitation des garages et des kiosques à journaux, ainsi que de la vente de publications et d'articles philatéliques ont été plus faibles que prévu (4 994 500 dollars). Pour ce qui est des dépenses, le réaménagement des activités philatéliques et de la vente des publications a entraîné une réduction des coûts d'un montant de 4 005 800 dollars par rapport aux prévisions. En outre, les dépenses liées aux services destinés aux visiteurs et à l'exploitation des garages ont diminué de 315 800 dollars et de 72 500 dollars respectivement. Les dépenses au titre des services de restauration, des activités commerciales diverses et des dépenses d'appui aux programmes ont en revanche augmenté de 510 000 dollars.

IV. Indemnités versées en vertu d'arrêts du Tribunal administratif des Nations Unies

61. Conformément à la résolution 52/220 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1997, les dépenses d'un montant total de 437 419 dollars occasionnées par l'indemnisation de fonctionnaires en application d'arrêts du Tribunal administratif des Nations Unies sont comprises dans le montant définitif des dépenses prévues pour l'exercice biennal 2006-2007.

État I

Récapitulatif des prévisions de dépenses, par chapitre budgétaire et par facteur de variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	77 286,5	250,6	(299,7)	568,7	787,2	1 306,8	78 593,3
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	602 512,5	7 465,8	(2 103,4)	–	(20 788,2)	(15 425,8)	587 086,7
3. Affaires politiques	808 773,4	688,2	(227,9)	904,2	(81 853,8)	(80 489,3)	728 284,1
4. Désarmement	20 471,5	74,0	(40,1)	–	(728,9)	(695,0)	19 776,5
5. Opérations de maintien de la paix	96 670,6	2 439,1	(689,1)	(229,7)	(6 834,8)	(5 314,5)	91 356,1
6. Utilisations pacifiques de l'espace	6 175,7	276,2	(64,4)	–	134,3	346,1	6 521,8
7. Cour internationale de Justice	36 785,0	3 057,1	(34,3)	547,7	(1 497,3)	2 073,2	38 858,2
8. Affaires juridiques	42 153,0	285,7	(74,9)	860,6	(653,4)	418,0	42 571,0
9. Affaires économiques et sociales	157 474,1	–	(126,9)	–	(4 755,3)	(4 882,2)	152 591,9
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	5 052,7	–	(1,6)	–	(240,9)	(242,5)	4 810,2
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	10 803,1	(19,5)	15,2	–	(1 954,8)	(1 959,1)	8 844,0
12. Commerce et développement	117 152,9	2 877,4	(399,3)	–	(5 871,4)	(3 393,3)	113 759,6
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	26 901,5	694,8	(65,7)	–	(135,3)	493,8	27 395,3
14. Environnement	12 286,6	443,1	(176,8)	–	597,7	864,0	13 150,6
15. Établissements humains	18 289,4	675,2	(263,8)	–	872,6	1 284,0	19 573,4
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	32 838,4	1 475,4	(328,5)	–	471,6	1 618,5	34 456,9
17. Développement économique et social en Afrique	107 404,2	(1 421,0)	1 918,9	23,1	(5 772,8)	(5 251,8)	102 152,4
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	74 664,8	3 926,6	(1 426,5)	93,8	3 514,9	6 108,8	80 773,6
19. Développement économique en Europe	57 110,0	1 415,8	(410,9)	–	(261,7)	743,2	57 853,2
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	97 180,1	374,6	536,2	359,2	(3 195,9)	(1 925,9)	95 254,2
21. Développement économique et social en Asie occidentale	56 324,6	56,5	(205,9)	57,0	2 742,6	2 650,2	58 974,8

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007	Taux de change	Modifications prévues			Total	Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
22. Programme ordinaire de coopération technique	46 881,4	316,1	282,5	–	–	598,6	47 480,0
23. Droits de l'homme	88 009,1	1 797,1	(450,2)	–	(7 827,7)	(6 480,8)	81 528,3
24. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés	67 031,2	1 783,8	(313,4)	–	–	1 470,4	68 501,6
25. Réfugiés de Palestine	36 731,3	1 458,1	(807,2)	–	904,5	1 555,4	38 286,7
26. Aide humanitaire	26 566,0	207,9	(51,3)	–	(287,5)	(130,9)	26 435,1
27. Information	178 851,8	291,8	(369,7)	(3 407,5)	(4 401,7)	(7 887,1)	170 964,7
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	20 560,5	–	(50,4)	398,1	20,6	368,3	20 928,8
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	32 917,5	–	(35,6)	–	(1 812,4)	(1 848,0)	31 069,5
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	67 557,4	–	(200,8)	956,9	1 212,7	1 968,8	69 526,2
28D. Bureau des services centraux d'appui	245 453,8	–	975,2	1 660,9	(2 368,4)	267,7	245 721,5
28E. Administration (Genève)	107 192,8	2 639,3	(713,3)	557,4	(2 831,8)	(348,4)	106 844,4
28F. Administration (Vienne)	35 297,4	1 637,1	(32,2)	530,0	(1 114,7)	1 020,2	36 317,6
28G. Administration (Nairobi)	19 645,2	707,3	(86,6)	611,6	2 231,2	3 463,5	23 108,7
29. Contrôle interne	30 943,8	364,2	(102,8)	–	(1 402,0)	(1 140,6)	29 803,2
30. Activités administratives financées en commun	7 799,2	96,5	(3,4)	–	1 590,0	1 683,1	9 482,3
31. Dépenses spéciales	93 478,9	403,9	(268,5)	–	(1 880,1)	(1 744,7)	91 734,2
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	78 532,0	908,0	247,0	24 472,9	–	25 627,9	104 159,9
33. Sûreté et sécurité	195 537,8	1 777,2	(1 111,6)	(5 283,4)	(18 544,6)	(23 162,4)	172 375,4
34. Compte pour le développement	16 480,9	–	(79,0)	–	150,0	71,0	16 551,9
35. Contributions du personnel	442 226,4	2 621,9	(1 013,0)	(40,4)	(8 480,3)	(6 911,8)	435 314,6
Total (montant brut)	4 302 005,0	42 045,8	(8 653,7)	23 641,1	(170 265,8)	(113 232,6)	4 188 772,4

État 2

Récapitulatif des prévisions de dépenses, par objet de dépense et par facteur de variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007</i>	<i>Modifications prévues</i>				<i>Total</i>	<i>Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)</i>
		<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	<i>Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs</i>	<i>Taux d'occupation des postes et autres facteurs</i>		
Postes	2 018 307,2	25 860,8	(7 696,1)	(9 051,5)	(76 746,6)	(67 633,4)	1 950 673,8
Autres dépenses de personnel	591 416,9	1 570,3	(681,5)	1 889,6	(29 889,2)	(27 110,8)	564 306,1
Émoluments des non-fonctionnaires	11 008,9	1 734,3	(9,8)	523,8	(50,0)	2 198,3	13 207,2
Consultants et experts	51 512,4	242,2	61,5	399,8	(5 143,4)	(4 439,9)	47 072,5
Frais de voyage des représentants	27 055,3	–	(184,7)	–	(470,9)	(655,6)	26 399,7
Frais de voyage du personnel	56 954,5	–	(229,0)	878,9	8 514,9	9 164,8	66 119,3
Services contractuels	166 390,8	485,8	(432,5)	596,6	(12 769,0)	(12 119,1)	154 271,7
Frais généraux de fonctionnement	380 063,5	1 733,9	1 648,0	1 046,3	(36 008,3)	(31 580,1)	348 483,4
Dépenses de représentation	1 342,9	9,4	(3,1)	–	(94,9)	(88,6)	1 254,3
Fournitures et accessoires	50 591,5	416,9	66,0	1 178,7	(4 551,4)	(2 889,8)	47 701,7
Mobilier et matériel	113 381,6	429,2	110,2	1 746,4	(3 603,5)	(1 317,7)	112 063,9
Amélioration des locaux	91 764,1	908,4	247,0	24 472,9	11 590,7	3 219,0	128 983,1
Subventions et contributions	253 107,6	5 716,6	(819,2)	–	(12 563,9)	(7 666,5)	245 441,1
Dépenses diverses	489 107,8	2 938,0	(730,5)	(40,4)	(8 480,3)	(6 313,2)	482 794,6
Total	4 302 005,0	42 045,8	(8 653,7)	23 641,1	(170 265,8)	(113 232,6)	4 188 772,4

État 3

Récapitulatif des prévisions de dépenses chapitre par chapitre, par objet de dépense et par facteur de variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Chapitre</i>	<i>Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007</i>	<i>Modifications prévues</i>				<i>Total</i>	<i>Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)</i>
		<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	<i>Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs</i>	<i>Taux d'occupation des postes et autres facteurs</i>		
1. Politique, direction et coordination d'ensemble							
Postes	42 666,4	240,9	(62,8)	–	(952,6)	(774,5)	41 891,9
Autres dépenses de personnel	4 357,8	2,8	(27,8)	346,6	97,3	418,9	4 776,7
Émoluments des non-fonctionnaires	538,8	–	(1,3)	–	(64,0)	(65,3)	473,5

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Consultants et experts	1 507,7	–	(10,9)	2,5	(21,9)	(30,3)	1 477,4
Frais de voyage des représentants	7 267,0	–	(52,0)	–	361,2	309,2	7 576,2
Frais de voyage du personnel	3 662,0	–	(25,1)	206,1	1 364,9	1 545,9	5 207,9
Services contractuels	4 693,2	0,3	(33,9)	–	62,3	28,7	4 721,9
Frais généraux de fonctionnement	1 167,3	1,7	(5,3)	5,5	188,9	190,8	1 358,1
Dépenses de représentation	481,3	1,8	(2,7)	–	26,9	26,0	507,3
Fournitures et accessoires	167,6	0,8	(0,8)	1,0	7,4	8,4	176,0
Mobilier et matériel	253,3	1,8	(1,4)	7,0	(22,3)	(14,9)	238,4
Subventions et contributions	10 524,1	0,5	(75,7)	–	(260,9)	(336,1)	10 188,0
Total partiel	77 286,5	250,6	(299,7)	568,7	787,2	1 306,8	78 593,3
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences							
Postes	453 214,9	4 542,0	(1 311,7)	–	(7 346,1)	(4 115,8)	449 099,1
Autres dépenses de personnel	67 355,5	531,6	(403,3)	–	(9 100,2)	(8 971,9)	58 383,6
Frais de voyage des représentants	314,4	–	(2,0)	–	2,0	–	314,4
Frais de voyage du personnel	338,4	–	(2,6)	–	175,3	172,7	511,1
Services contractuels	15 047,0	82,0	(79,0)	–	(2 571,1)	(2 568,1)	12 478,9
Frais généraux de fonctionnement	7 874,2	66,9	(16,3)	–	118,9	169,5	8 043,7
Dépenses de représentation	7,9	–	–	–	–	–	7,9
Fournitures et accessoires	10 418,9	63,3	(61,0)	–	(2 766,7)	(2 764,4)	7 654,5
Mobilier et matériel	5 413,9	58,1	(2,1)	–	1 461,2	1 517,2	6 931,1
Subventions et contributions	42 527,4	2 121,9	(225,4)	–	(761,5)	1 135,0	43 662,4
Total partiel	602 512,5	7 465,8	(2 103,4)	–	(20 788,2)	(15 425,8)	587 086,7
3. Affaires politiques							
Postes	68 005,3	552,2	(155,2)	–	(7 813,1)	(7 416,1)	60 589,2

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Autres dépenses de personnel	375 445,5	2,2	(8,7)	161,6	(25 548,2)	(25 393,1)	350 052,4
Consultants et experts	25 938,1	8,4	(3,0)	295,7	(4 613,6)	(4 312,5)	21 625,6
Frais de voyage des représentants	1 459,7	–	(8,5)	–	(316,0)	(324,5)	1 135,2
Frais de voyage du personnel	26 851,3	–	(18,9)	266,1	1 719,1	1 966,3	28 817,6
Services contractuels	54 212,9	8,3	(5,5)	–	(15 560,7)	(15 557,9)	38 655,0
Frais généraux de fonctionnement	151 561,2	64,8	(22,8)	130,1	(35 953,4)	(35 781,3)	115 779,9
Dépenses de représentation	347,0	1,1	(0,8)	–	(78,6)	(78,3)	268,7
Fournitures et accessoires	16 724,9	14,0	(3,0)	6,1	604,3	621,4	17 346,3
Mobilier et matériel	73 401,8	36,8	(1,5)	44,6	(5 658,7)	(5 578,8)	67 823,0
Amélioration des locaux	13 232,1	0,4	–	–	11 494,9	11 495,3	24 727,4
Subventions et contributions	1 593,6	–	–	–	(129,8)	(129,8)	1 463,8
Total partiel	808 773,4	688,2	(227,9)	904,2	(81 853,8)	(80 489,3)	728 284,1
4. Désarmement							
Postes	15 301,0	60,7	(5,3)	–	(553,0)	(497,6)	14 803,4
Autres dépenses de personnel	262,6	–	(1,7)	–	84,7	83,0	345,6
Consultants et experts	2 223,7	–	(15,0)	–	(358,3)	(373,3)	1 850,4
Frais de voyage du personnel	347,8	–	(2,5)	–	197,4	194,9	542,7
Services contractuels	35,7	–	(0,2)	–	12,6	12,4	48,1
Frais généraux de fonctionnement	288,4	–	(2,2)	–	47,9	45,7	334,1
Dépenses de représentation	15,5	–	(0,1)	–	(5,2)	(5,3)	10,2
Fournitures et accessoires	31,1	–	(0,2)	–	(0,3)	(0,5)	30,6
Mobilier et matériel	101,7	0,3	(0,8)	–	(33,1)	(33,6)	68,1
Amélioration des locaux	–	–	–	–	12,5	12,5	12,5
Subventions et contributions	1 864,0	13,0	(12,1)	–	(134,1)	(133,2)	1 730,8
Total partiel	20 471,5	74,0	(40,1)	–	(728,9)	(695,0)	19 776,5

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
5. Opérations de maintien de la paix							
Postes	68 498,1	2 074,4	(703,2)	(325,2)	(9 593,7)	(8 547,7)	59 950,4
Autres dépenses de personnel	12 976,8	48,4	25,6	–	1 259,9	1 333,9	14 310,7
Consultants et experts	–	–	–	–	13,0	13,0	13,0
Frais de voyage du personnel	3 362,2	–	(24,4)	–	403,5	379,1	3 741,3
Services contractuels	97,3	–	(0,5)	–	264,4	263,9	361,2
Frais généraux de fonctionnement	5 861,4	224,2	3,9	67,8	711,8	1 007,7	6 869,1
Dépenses de représentation	18,8	0,5	(0,1)	–	(0,3)	0,1	18,9
Fournitures et accessoires	2 384,7	91,6	10,5	0,5	(65,5)	37,1	2 421,8
Mobilier et matériel	3 471,3	–	(0,9)	27,2	171,8	198,1	3 669,4
Subventions et contributions	–	–	–	–	0,3	0,3	0,3
Total partiel	96 670,6	2 439,1	(689,1)	(229,7)	(6 834,8)	(5 314,5)	91 356,1
6. Utilisations pacifiques de l'espace							
Postes	4 963,2	237,5	(63,6)	–	171,9	345,8	5 309,0
Autres dépenses de personnel	41,7	2,0	–	–	(5,8)	(3,8)	37,9
Consultants et experts	13,8	0,5	–	–	34,3	34,8	48,6
Frais de voyage du personnel	145,4	–	(1,1)	–	15,1	14,0	159,4
Services contractuels	52,4	2,4	0,1	–	(3,3)	(0,8)	51,6
Fais généraux de fonctionnement	55,6	2,7	0,1	–	(2,3)	0,5	56,1
Dépenses de représentation	3,8	0,2	–	–	(0,2)	–	3,8
Mobilier et matériel	45,7	1,7	(0,2)	–	(15,9)	(14,4)	31,3
Subventions et contributions	854,1	29,2	0,3	–	(59,5)	(30,0)	824,1
Total partiel	6 175,7	276,2	(64,4)	–	134,3	346,1	6 521,8
7. Cour internationale de Justice							
Postes	20 269,8	990,9	(29,3)	–	(1 771,6)	(810,0)	19 459,8

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Autres dépenses de personnel	1 821,9	95,1	(0,8)	–	0,6	94,9	1 916,8
Émoluments des non-fonctionnaires	9 361,9	1 734,3	(0,6)	523,8	32,3	2 289,8	11 651,7
Consultants et experts	44,0	2,2	–	23,9	0,7	26,8	70,8
Frais de voyage du personnel	83,5	–	(0,7)	–	(0,6)	(1,3)	82,2
Services contractuels	1 102,2	53,0	(0,7)	–	(47,3)	5,0	1 107,2
Frais généraux de fonctionnement	3 191,0	153,1	(0,6)	–	219,1	371,6	3 562,6
Dépenses de représentation	19,3	0,9	(0,1)	–	1,1	1,9	21,2
Fournitures et accessoires	437,2	21,0	(0,4)	–	(7,1)	13,5	450,7
Mobilier et matériel	454,2	6,6	(1,1)	–	75,5	81,0	535,2
Total partiel	36 785,0	3 057,1	(34,3)	547,7	(1 497,3)	2 073,2	38 858,2
8. Affaires juridiques							
Postes	35 187,5	250,2	(44,8)	–	(1 068,6)	(863,2)	34 324,3
Autres dépenses de personnel	211,2	–	(0,7)	673,2	14,1	686,6	897,8
Émoluments des non-fonctionnaires	0,1	–	–	–	(0,1)	(0,1)	–
Consultants et experts	609,0	16,1	(0,8)	–	(84,2)	(68,9)	540,1
Frais de voyage des représentants	1 645,5	–	(3,4)	–	231,6	228,2	1 873,7
Frais de voyage du personnel	1 107,1	–	(5,9)	173,3	54,4	221,8	1 328,9
Services contractuels	1 701,0	7,1	(9,6)	–	88,6	86,1	1 787,1
Frais généraux de fonctionnement	700,9	3,5	(4,4)	2,0	120,0	121,1	822,0
Dépenses de représentation	8,7	–	–	–	1,7	1,7	10,4
Fournitures et accessoires	244,8	6,7	(0,6)	4,0	(8,3)	1,8	246,6
Mobilier et matériel	300,1	2,1	(1,6)	8,1	(2,9)	5,7	305,8
Subventions et contributions	437,1	–	(3,1)	–	0,3	(2,8)	434,3
Total partiel	42 153,0	285,7	(74,9)	860,6	(653,4)	418,0	42 571,0

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
9. Affaires économiques et sociales							
Postes	136 374,7	–	15,1	–	(4 438,5)	(4 423,4)	131 951,3
Autres dépenses de personnel	1 576,7	–	(12,3)	–	(236,2)	(248,5)	1 328,2
Émoluments des non-fonctionnaires	0,2	–	–	–	–	–	0,2
Consultants et experts	4 583,1	–	(33,0)	–	(319,5)	(352,5)	4 230,6
Frais de voyage des représentants	4 266,6	–	(30,7)	–	(353,0)	(383,7)	3 882,9
Frais de voyage du personnel	2 202,5	–	(16,2)	–	516,1	499,9	2 702,4
Services contractuels	2 026,3	–	(14,8)	–	301,3	286,5	2 312,8
Frais généraux de fonctionnement	2 852,9	–	(20,7)	–	(139,3)	(160,0)	2 692,9
Dépenses de représentation	24,5	–	(0,2)	–	(4,3)	(4,5)	20,0
Fournitures et accessoires	325,8	–	(2,7)	–	(23,6)	(26,3)	299,5
Mobilier et matériel	879,9	–	(5,9)	–	(116,4)	(122,3)	757,6
Amélioration des locaux	–	–	–	–	80,0	80,0	80,0
Subventions et contributions	2 360,9	–	(5,5)	–	(21,9)	(27,4)	2 333,5
Total partiel	157 474,1	–	(126,9)	–	(4 755,3)	(4 882,2)	152 591,9
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement							
Postes	4 442,5	–	2,4	–	(249,0)	(246,6)	4 195,9
Autres dépenses de personnel	98,6	–	(0,6)	–	(49,4)	(50,0)	48,6
Consultants et experts	122,1	–	(0,8)	–	(33,8)	(34,6)	87,5
Frais de voyage du personnel	175,7	–	(1,2)	–	122,0	120,8	296,5
Services contractuels	63,1	–	(0,4)	–	(6,9)	(7,3)	55,8
Frais généraux de fonctionnement	95,0	–	(0,6)	–	(6,3)	(6,9)	88,1
Dépenses de représentation	2,0	–	–	–	–	–	2,0

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Fournitures et accessoires	7,5	–	(0,1)	–	3,9	3,8	11,3
Mobilier et matériel	46,2	–	(0,3)	–	(21,4)	(21,7)	24,5
Total partiel	5 052,7	–	(1,6)	–	(240,9)	(242,5)	4 810,2
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique							
Postes	8 434,9	(16,5)	12,4	–	(1 798,7)	(1 802,8)	6 632,1
Autres dépenses de personnel	426,9	(2,1)	7,8	–	24,9	30,6	457,5
Consultants et experts	756,2	(0,9)	3,6	–	(120,0)	(117,3)	638,9
Frais de voyage du personnel	453,8	–	(3,2)	–	92,6	89,4	543,2
Services contractuels	457,7	–	(3,4)	–	(105,9)	(109,3)	348,4
Frais généraux de fonctionnement	205,1	–	(1,5)	–	(49,9)	(51,4)	153,7
Dépenses de représentation	2,3	–	–	–	–	–	2,3
Fournitures et accessoires	21,6	–	–	–	4,7	4,7	26,3
Mobilier et matériel	44,6	–	(0,5)	–	(2,5)	(3,0)	41,6
Total partiel	10 803,1	(19,5)	15,2	–	(1 954,8)	(1 959,1)	8 844,0
12. Commerce et développement							
Postes	105 092,7	2 611,2	(339,8)	–	(4 200,2)	(1 928,8)	103 163,9
Autres dépenses de personnel	1 218,1	32,0	(5,7)	–	(34,6)	(8,3)	1 209,8
Consultants et experts	1 752,8	44,3	(8,0)	–	(198,2)	(161,9)	1 590,9
Frais de voyage des représentants	404,1	–	(2,8)	–	1,6	(1,2)	402,9
Frais de voyage du personnel	1 309,5	–	(9,5)	–	156,3	146,8	1 456,3
Services contractuels	316,5	8,3	(1,4)	–	(185,4)	(178,5)	138,0
Frais généraux de fonctionnement	2 503,0	64,7	(11,3)	–	(574,5)	(521,1)	1 981,9
Dépenses de représentation	48,4	1,1	(0,3)	–	(0,7)	0,1	48,5

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Fournitures et accessoires	1 611,1	41,1	(7,3)	–	(4,1)	29,7	1 640,8
Mobilier et matériel	1 070,0	27,3	(4,9)	–	(111,1)	(88,7)	981,3
Subventions et contributions	1 826,7	47,4	(8,3)	–	(720,5)	(681,4)	1 145,3
Total partiel	117 152,9	2 877,4	(399,3)	–	(5 871,4)	(3 393,3)	113 759,6
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC							
Subventions et contributions	26 901,5	694,8	(65,7)	–	(135,3)	493,8	27 395,3
Total partiel	26 901,5	694,8	(65,7)	–	(135,3)	493,8	27 395,3
14. Environnement							
Postes	11 352,7	423,3	(193,9)	–	647,6	877,0	12 229,7
Autres dépenses de personnel	113,9	2,1	1,4	–	(31,6)	(28,1)	85,8
Consultants et experts	158,5	6,7	2,6	–	57,2	66,5	225,0
Frais de voyage des représentants	149,6	–	(1,0)	–	(56,2)	(57,2)	92,4
Frais de voyage du personnel	117,2	–	(0,7)	–	2,3	1,6	118,8
Services contractuels	5,1	0,1	–	–	1,0	1,1	6,2
Frais généraux de fonctionnement	276,8	7,5	10,6	–	(11,2)	6,9	283,7
Dépenses de représentation	16,9	0,3	0,7	–	(0,5)	0,5	17,4
Fournitures et accessoires	31,0	0,9	1,3	–	(0,7)	1,5	32,5
Mobilier et matériel	64,9	2,2	2,2	–	(10,2)	(5,8)	59,1
Total partiel	12 286,6	443,1	(176,8)	–	597,7	864,0	13 150,6
15. Établissements humains							
Postes	16 449,1	638,8	(320,0)	–	905,9	1 224,7	17 673,8
Autres dépenses de personnel	238,1	1,4	2,1	–	–	3,5	241,6
Consultants et experts	287,4	5,6	9,5	–	(8,0)	7,1	294,5
Frais de voyage du personnel	330,0	–	(2,1)	–	18,7	16,6	346,6
Services contractuels	105,1	3,3	5,3	–	(4,3)	4,3	109,4

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Frais généraux de Fonctionnement	587,9	17,1	27,6	–	(33,0)	11,7	599,6
Dépenses de représentation	7,6	0,3	0,4	–	(0,5)	0,2	7,8
Fournitures et accessoires	115,2	3,5	5,2	–	(52,6)	(43,9)	71,3
Mobilier et matériel	169,0	5,2	8,2	–	46,4	59,8	228,8
Total partiel	18 289,4	675,2	(263,8)	–	872,6	1 284,0	19 573,4
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale							
Postes	26 127,6	1 252,6	(316,7)	–	676,5	1 612,4	27 740,0
Autres dépenses de personnel	630,5	30,4	0,4	–	(54,1)	(23,3)	607,2
Consultants et experts	1 779,5	84,6	1,3	–	(547,9)	(462,0)	1 317,5
Frais de voyage des représentants	1 186,8	–	(8,9)	–	134,0	125,1	1 311,9
Frais de voyage du personnel	838,2	–	(6,0)	–	158,3	152,3	990,5
Services contractuels	1 189,0	56,4	0,6	–	(344,4)	(287,4)	901,6
Frais généraux de fonctionnement	493,9	23,1	0,3	–	58,5	81,9	575,8
Dépenses de représentation	7,4	0,4	–	–	(1,3)	(0,9)	6,5
Fournitures et accessoires	160,5	7,8	0,1	–	(3,7)	4,2	164,7
Mobilier et matériel	368,9	17,4	0,3	–	212,9	230,6	599,5
Subventions et contributions	56,1	2,7	0,1	–	182,8	185,6	241,7
Total partiel	32 838,4	1 475,4	(328,5)	–	471,6	1 618,5	34 456,9
17. Développement économique et social en Afrique							
Postes	84 124,7	(1 283,1)	661,0	–	(7 047,8)	(7 669,9)	76 454,8
Autres dépenses de personnel	2 381,1	(31,9)	142,2	–	240,1	350,4	2 731,5
Consultants et experts	2 618,3	(15,5)	164,5	–	755,4	904,4	3 522,7
Frais de voyage du personnel	1 882,7	–	(13,6)	–	400,6	387,0	2 269,7
Services contractuels	2 446,8	–	163,0	–	(79,4)	83,6	2 530,4

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Frais généraux de fonctionnement	7 124,0	(88,1)	438,2	–	(322,4)	27,7	7 151,7
Dépenses de représentation	31,1	(0,4)	1,8	–	0,2	1,6	32,7
Fournitures et accessoires	2 123,0	–	141,5	23,1	106,0	270,6	2 393,6
Mobilier et matériel	3 206,4	–	211,4	–	173,4	384,8	3 591,2
Subventions et contributions	1 466,1	(2,0)	8,9	–	1,1	8,0	1 474,1
Total partiel	107 404,2	(1 421,0)	1 918,9	23,1	(5 772,8)	(5 251,8)	102 152,4
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique							
Postes	64 708,5	3 487,5	(1 390,2)	–	3 995,1	6 092,4	70 800,9
Autres dépenses de personnel	892,9	46,3	(2,8)	–	(75,0)	(31,5)	861,4
Consultants et experts	877,8	45,6	(2,7)	–	116,3	159,2	1 037,0
Frais de voyage du personnel	1 364,5	–	(9,9)	–	–	(9,9)	1 354,6
Services contractuels	723,1	37,6	(2,2)	37,5	195,8	268,7	991,8
Frais généraux de fonctionnement	4 000,3	202,0	(12,0)	–	(662,3)	(472,3)	3 528,0
Dépenses de représentation	27,6	1,6	(0,1)	–	(0,5)	1,0	28,6
Fournitures et accessoires	655,6	33,8	(2,1)	50,3	(13,0)	69,0	724,6
Mobilier et matériel	1 409,6	72,0	(4,5)	6,0	(45,8)	27,7	1 437,3
Subventions et contributions	4,9	0,2	–	–	4,3	4,5	9,4
Total partiel	74 664,8	3 926,6	(1 426,5)	93,8	3 514,9	6 108,8	80 773,6
19. Développement économique en Europe							
Postes	53 191,0	1 343,2	(391,3)	–	(192,0)	759,9	53 950,9
Autres dépenses de personnel	210,5	5,5	(0,9)	–	(3,8)	0,8	211,3
Consultants et experts	443,4	8,2	(1,9)	–	56,7	63,0	506,4
Frais de voyage du personnel	845,7	–	(5,2)	–	95,5	90,3	936,0
Services contractuels	351,7	9,4	(1,5)	–	79,8	87,7	439,4

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Frais généraux de fonctionnement	86,9	2,2	(0,7)	–	(28,9)	(27,4)	59,5
Dépenses de représentation	19,2	0,6	(0,1)	–	(0,5)	–	19,2
Fournitures et accessoires	191,0	3,0	(0,9)	–	–	2,1	193,1
Mobilier et matériel	540,8	14,4	(2,4)	–	(77,5)	(65,5)	475,3
Subventions et contributions	1 229,8	29,3	(6,0)	–	(191,0)	(167,7)	1 062,1
Total partiel	57 110,0	1 415,8	(410,9)	–	(261,7)	743,2	57 853,2
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes							
Postes	81 032,6	343,5	480,2	–	(3 286,8)	(2 463,1)	78 569,5
Autres dépenses de personnel	1 634,3	0,5	8,7	–	(3,1)	6,1	1 640,4
Consultants et experts	1 235,7	–	8,9	–	(4,2)	4,7	1 240,4
Frais de voyage du personnel	1 630,5	–	(12,1)	–	342,2	330,1	1 960,6
Services contractuels	1 493,5	–	3,2	25,0	(295,2)	(267,0)	1 226,5
Frais généraux de fonctionnement	7 393,3	25,5	36,0	–	(16,0)	45,5	7 438,8
Dépenses de représentation	30,6	0,1	0,3	–	(0,1)	0,3	30,9
Fournitures et accessoires	1 356,4	5,0	6,2	54,3	(226,5)	(161,0)	1 195,4
Mobilier et matériel	1 373,2	–	4,8	279,9	279,8	564,5	1 937,7
Subventions et contributions	–	–	–	–	14,0	14,0	14,0
Total partiel	97 180,1	374,6	536,2	359,2	(3 195,9)	(1 925,9)	95 254,2
21. Développement économique et social en Asie occidentale							
Postes	47 644,7	48,4	(76,8)	–	3 231,3	3 202,9	50 847,6
Autres dépenses de personnel	566,2	0,4	(8,1)	–	(7,0)	(14,7)	551,5
Consultants et experts	1 451,9	1,1	(22,5)	–	(158,9)	(180,3)	1 271,6
Frais de voyage du personnel	547,1	–	(3,9)	–	148,2	144,3	691,4
Services contractuels	1 141,3	1,2	(17,6)	3,0	18,9	5,5	1 146,8

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Frais généraux de fonctionnement	3 025,7	3,1	(46,9)	2,5	(463,5)	(504,8)	2 520,9
Dépenses de représentation	21,6	0,1	(0,3)	–	(0,8)	(1,0)	20,6
Fournitures et accessoires	792,0	0,9	(12,1)	51,5	(76,8)	(36,5)	755,5
Mobilier et matériel	857,4	1,0	(13,5)	–	165,7	153,2	1 010,6
Subventions et contributions	276,7	0,3	(4,2)	–	(114,5)	(118,4)	158,3
Total partiel	56 324,6	56,5	(205,9)	57,0	2 742,6	2 650,2	58 974,8
22. Programme ordinaire de coopération technique							
Dépenses diverses	46 881,4	316,1	282,5	–	–	598,6	47 480,0
Total partiel	46 881,4	316,1	282,5	–	–	598,6	47 480,0
23. Droits de l'homme							
Postes	64 120,5	1 536,0	(314,8)	–	(7 069,6)	(5 848,4)	58 272,1
Autres dépenses de personnel	3 095,0	81,1	(14,0)	–	194,9	262,0	3 357,0
Consultants et experts	1 231,2	31,7	(5,0)	–	269,8	296,5	1 527,7
Frais de voyage des représentants	9 468,9	–	(68,4)	–	(264,1)	(332,5)	9 136,4
Frais de voyage du personnel	3 344,6	–	(21,6)	–	387,7	366,1	3 710,7
Services contractuels	1 137,0	29,4	(4,8)	–	(174,5)	(149,9)	987,1
Frais généraux de fonctionnement	1 944,6	48,9	(9,0)	–	(437,3)	(397,4)	1 547,2
Dépenses de représentation	12,1	0,2	–	–	(0,2)	–	12,1
Fournitures et accessoires	536,2	13,4	(2,6)	–	(139,9)	(129,1)	407,1
Mobilier et matériel	859,6	13,5	(2,3)	–	(64,1)	(52,9)	806,7
Subventions et contributions	2 259,4	42,9	(7,7)	–	(530,4)	(495,2)	1 764,2
Total partiel	88 009,1	1 797,1	(450,2)	–	(7 827,7)	(6 480,8)	81 528,3
24. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés							
Postes	1 054,2	27,3	(5,0)	–	–	22,3	1 076,5

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Services contractuels	0,9	–	–	–	(0,9)	(0,9)	–
Frais généraux de fonctionnement	0,3	–	–	–	(0,3)	(0,3)	–
Subventions et contributions	65 975,8	1 756,5	(308,4)	–	1,2	1 449,3	67 425,1
Total partiel	67 031,2	1 783,8	(313,4)	–	–	1 470,4	68 501,6
25. Réfugiés de Palestine							
Postes	36 716,8	1 458,1	(807,1)	–	423,5	1 074,5	37 791,3
Autres dépenses de personnel	13,0	–	(0,1)	–	482,5	482,4	495,4
Services contractuels	1,2	–	–	–	(1,2)	(1,2)	–
Frais généraux de fonctionnement	0,3	–	–	–	(0,3)	(0,3)	–
Total partiel	36 731,3	1 458,1	(807,2)	–	904,5	1 555,4	38 286,7
26. Aide humanitaire							
Postes	18 327,5	163,0	(24,2)	–	(128,6)	10,2	18 337,7
Autres dépenses de personnel	687,4	7,8	(4,1)	–	2,6	6,3	693,7
Consultants et experts	141,1	1,6	(0,8)	–	7,6	8,4	149,5
Frais de voyage du personnel	1 122,9	–	(8,2)	–	26,4	18,2	1 141,1
Services contractuels	454,2	6,2	(2,6)	–	(77,5)	(73,9)	380,3
Frais généraux de fonctionnement	972,0	7,4	(6,2)	–	275,1	276,3	1 248,3
Dépenses de représentation	18,3	0,2	(0,1)	–	–	0,1	18,4
Fournitures et accessoires	120,4	0,6	(0,7)	–	0,9	0,8	121,2
Mobilier et matériel	142,5	1,3	(0,8)	–	142,5	143,0	285,5
Subventions et contributions	4 579,7	19,8	(3,6)	–	(536,5)	(520,3)	4 059,4
Total partiel	26 566,0	207,9	(51,3)	–	(287,5)	(130,9)	26 435,1
27. Information							
Postes	138 932,2	244,8	(86,7)	(3 500,0)	(5 309,9)	(8 651,8)	130 280,4

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Autres dépenses de personnel	6 195,9	18,2	(42,6)	–	149,2	124,8	6 320,7
Consultants et experts	–	–	–	–	18,0	18,0	18,0
Frais de voyage des représentants	715,5	–	(5,3)	–	(144,2)	(149,5)	566,0
Frais de voyage du personnel	1 003,0	–	(7,2)	–	205,6	198,4	1 201,4
Services contractuels	17 258,3	9,7	(123,3)	92,5	806,7	785,6	18 043,9
Frais généraux de fonctionnement	8 792,3	7,3	(62,6)	–	183,1	127,8	8 920,1
Dépenses de représentation	141,8	0,2	(1,2)	–	(21,9)	(22,9)	118,9
Fournitures et accessoires	2 800,4	2,9	(20,0)	–	(849,4)	(866,5)	1 933,9
Mobilier et matériel	2 571,7	7,2	(17,7)	–	286,0	275,5	2 847,2
Amélioration des locaux	–	–	–	–	3,3	3,3	3,3
Subventions et contributions	440,7	1,5	(3,1)	–	271,8	270,2	710,9
Total partiel	178 851,8	291,8	(369,7)	(3 407,5)	(4 401,7)	(7 887,1)	170 964,7
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion							
Postes	12 969,2	–	(7,0)	–	(251,9)	(258,9)	12 710,3
Autres dépenses de personnel	801,0	–	(4,0)	348,7	161,4	506,1	1 307,1
Consultants et experts	2 290,9	–	(15,4)	–	(257,6)	(273,0)	2 017,9
Frais de voyage des représentants	177,2	–	(1,7)	–	(67,8)	(69,5)	107,7
Frais de voyage du personnel	97,8	–	(0,5)	12,0	235,1	246,6	344,4
Services contractuels	3 789,9	–	(18,7)	30,0	195,8	207,1	3 997,0
Frais généraux de fonctionnement	264,9	–	(2,0)	–	17,4	15,4	280,3
Dépenses de représentation	0,8	–	–	–	5,9	5,9	6,7
Fournitures et accessoires	52,3	–	(0,3)	1,6	(0,2)	1,1	53,4
Mobilier et matériel	116,5	–	(0,8)	5,8	(17,5)	(12,5)	104,0
Total partiel	20 560,5	–	(50,4)	398,1	20,6	368,3	20 928,8

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
28B. Bureau de la planification, du budget et de la comptabilité							
Postes	29 693,1	–	(10,8)	–	(1 291,1)	(1 301,9)	28 391,2
Autres dépenses de personnel	609,4	–	(4,3)	–	139,4	135,1	744,5
Consultants et experts	402,3	–	(3,9)	–	(397,3)	(401,2)	1,1
Frais de voyage du personnel	157,0	–	(1,0)	–	53,8	52,8	209,8
Services contractuels	1 285,4	–	(10,4)	–	(425,1)	(435,5)	849,9
Frais généraux de fonctionnement	463,0	–	(3,1)	–	81,4	78,3	541,3
Fournitures et accessoires	90,5	–	(0,6)	–	31,5	30,9	121,4
Mobilier et matériel	216,8	–	(1,5)	–	(5,0)	(6,5)	210,3
Total partiel	32 917,5	–	(35,6)	–	(1 812,4)	(1 848,0)	31 069,5
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines							
Postes	38 267,7	–	(18,4)	–	204,0	185,6	38 453,3
Autres dépenses de personnel	1 029,3	–	(7,0)	45,9	535,1	574,0	1 603,3
Consultants et experts	75,5	–	(0,4)	77,7	239,4	316,7	392,2
Frais de voyage du personnel	509,2	–	(3,7)	211,4	473,9	681,6	1 190,8
Services contractuels	25 032,6	–	(154,6)	93,7	(205,3)	(266,2)	24 766,4
Frais généraux de fonctionnement	1 119,0	–	(8,3)	–	(42,8)	(51,1)	1 067,9
Dépenses de représentation	9,3	–	–	–	(6,3)	(6,3)	3,0
Fournitures et accessoires	637,0	–	(4,1)	465,8	0,3	462,0	1 099,0
Mobilier et matériel	877,8	–	(4,3)	62,4	14,4	72,5	950,3
Total partiel	67 557,4	–	(200,8)	956,9	1 212,7	1 968,8	69 526,2
28D. Bureau des services centraux d'appui							
Postes	86 103,7	–	(121,1)	57,1	(4 900,0)	(4 964,0)	81 139,7
Autres dépenses de personnel	2 171,7	–	(15,6)	192,8	821,5	998,7	3 170,4
Consultants et experts	598,9	–	(3,7)	–	162,3	158,6	757,5

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Frais de voyage du personnel	732,1	–	(5,0)	10,0	(49,8)	(44,8)	687,3
Services contractuels	21 704,8	–	(157,3)	271,9	5 137,7	5 252,3	26 957,1
Frais généraux de fonctionnement	120 215,5	–	1 376,7	605,8	(756,2)	1 226,3	121 441,8
Dépenses de représentation	11,0	–	(0,2)	–	(3,9)	(4,1)	6,9
Fournitures et accessoires	3 385,0	–	(23,5)	43,6	(730,0)	(709,9)	2 675,1
Mobilier et matériel	8 799,9	–	(62,8)	479,7	(885,4)	(468,5)	8 331,4
Subventions et contributions	1 731,2	–	(12,3)	–	(1 164,6)	(1 176,9)	554,3
Total partiel	245 453,8	–	975,2	1 660,9	(2 368,4)	267,7	245 721,5
28E. Administration (Genève)							
Postes	65 318,3	1 616,8	(524,6)	–	(2 038,9)	(946,7)	64 371,6
Autres dépenses de personnel	2 799,8	72,6	(13,1)	27,8	(185,3)	(98,0)	2 701,8
Frais de voyage du personnel	91,5	–	(0,6)	–	144,7	144,1	235,6
Services contractuels	4 526,5	100,6	(17,0)	–	66,6	150,2	4 676,7
Frais généraux de fonctionnement	26 089,5	629,9	(119,6)	85,3	(586,5)	9,1	26 098,6
Dépenses de représentation	2,7	0,1	–	–	(1,5)	(1,4)	1,3
Fournitures et accessoires	1 939,4	49,4	(8,4)	41,3	(67,4)	14,9	1 954,3
Mobilier et matériel	3 294,4	88,6	(15,7)	403,0	8,3	484,2	3 778,6
Subventions et contributions	3 130,7	81,3	(14,3)	–	(171,8)	(104,8)	3 025,9
Total partiel	107 192,8	2 639,3	(713,3)	557,4	(2 831,8)	(348,4)	106 844,4
28F. Administration (Vienne)							
Postes	17 128,2	791,9	(40,3)	–	(242,5)	509,1	17 637,3
Autres dépenses de personnel	1 062,0	48,4	0,5	–	(11,3)	37,6	1 099,6
Frais de voyage du personnel	35,1	–	(0,2)	–	43,4	43,2	78,3
Services contractuels	615,6	28,9	0,2	41,0	(12,1)	58,0	673,6

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2006-2007 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Frais généraux de fonctionnement	3 769,2	173,1	1,3	117,0	(68,1)	223,3	3 992,5
Dépenses de représentation	2,4	0,1	–	–	(0,4)	(0,3)	2,1
Fournitures et accessoires	483,5	21,5	0,1	–	5,9	27,5	511,0
Mobilier et matériel	1 141,9	50,5	0,2	372,0	2,1	424,8	1 566,7
Subventions et contributions	11 059,5	522,7	6,0	–	(831,7)	(303,0)	10 756,5
Total partiel	35 297,4	1 637,1	(32,2)	530,0	(1 114,7)	1 020,2	36 317,6
28G. Administration (Nairobi)							
Postes	14 931,2	600,6	(281,1)	–	2 273,8	2 593,3	17 524,5
Autres dépenses de personnel	267,0	3,2	5,3	93,0	(11,8)	89,7	356,7
Consultants et experts	10,2	0,3	0,6	–	(0,5)	0,4	10,6
Frais de voyage du personnel	25,6	–	(0,1)	–	0,1	–	25,6
Services contractuels	300,9	9,7	15,8	2,0	(43,0)	(15,5)	285,4
Frais généraux de fonctionnement	3 472,2	77,7	141,7	30,3	456,2	705,9	4 178,1
Fournitures et accessoires	309,4	5,4	13,9	435,6	(228,6)	226,3	535,7
Mobilier et matériel	328,7	10,4	17,3	50,7	(215,0)	(136,6)	192,1
Total partiel	19 645,2	707,3	(86,6)	611,6	2 231,2	3 463,5	23 108,7
29. Contrôle interne							
Postes	25 281,9	276,0	(88,0)	–	(1 823,3)	(1 635,3)	23 646,6
Autres dépenses de personnel	3 999,5	81,7	(7,5)	–	(1 393,7)	(1 319,5)	2 680,0
Consultants et experts	147,7	1,7	(0,2)	–	257,2	258,7	406,4
Frais de voyage du personnel	834,5	–	(6,0)	–	143,8	137,8	972,3
Services contractuels	55,6	–	(0,3)	–	1 253,0	1 252,7	1 308,3
Frais généraux de fonctionnement	351,4	2,3	(0,3)	–	121,2	123,2	474,6
Dépenses de représentation	3,0	–	–	–	(3,0)	(3,0)	–

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Fournitures et accessoires	67,8	0,8	(0,1)	–	(2,2)	(1,5)	66,3
Mobilier et matériel	202,4	1,7	(0,4)	–	43,7	45,0	247,4
Subventions et contributions	–	–	–	–	1,3	1,3	1,3
Total partiel	30 943,8	364,2	(102,8)	–	(1 402,0)	(1 140,6)	29 803,2
30. Activités administratives financées en commun							
Subventions et contributions	7 799,2	96,5	(3,4)	–	1 590,0	1 683,1	9 482,3
Total partiel	7 799,2	96,5	(3,4)	–	1 590,0	1 683,1	9 482,3
31. Dépenses spéciales							
Autres dépenses de personnel	84 578,2	403,9	(239,2)	–	(2 529,4)	(2 364,7)	82 213,5
Émoluments des non-fonctionnaires	–	–	–	–	20,0	20,0	20,0
Consultants et experts	1 107,9	–	(7,9)	–	(18,2)	(26,1)	1 081,8
Frais généraux de fonctionnement	7 792,8	–	(21,4)	–	647,5	626,1	8 418,9
Total partiel	93 478,9	403,9	(268,5)	–	(1 880,1)	(1 744,7)	91 734,2
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien							
Amélioration des locaux	78 532,0	908,0	247,0	24 472,9	–	25 627,9	104 159,9
Total partiel	78 532,0	908,0	247,0	24 472,9	–	25 627,9	104 159,9
33. Sûreté et sécurité							
Postes	122 380,8	1 348,6	(1 133,5)	(5 283,4)	(15 908,7)	(20 977,0)	101 403,8
Autres dépenses de personnel	11 646,9	86,7	(50,6)	–	5 183,1	5 219,2	16 866,1
Consultants et experts	211,6	–	(1,5)	–	(27,4)	(28,9)	182,7
Frais de voyage du personnel	1 406,1	–	(10,1)	–	868,3	858,2	2 264,3
Services contractuels	2 967,0	31,9	39,0	–	(1 110,0)	(1 039,1)	1 927,9
Frais généraux de fonctionnement	5 471,7	13,3	(10,6)	–	899,2	901,9	6 373,6
Fournitures et accessoires	2 369,7	29,5	38,7	–	(49,7)	18,5	2 388,2

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2006–2007	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2006–2007 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Mobilier et matériel	1 356,5	9,1	13,7	–	617,6	640,4	1 996,9
Subventions et contributions	47 727,5	258,1	3,3	–	(9 017,0)	(8 755,6)	38 971,9
Total partiel	195 537,8	1 777,2	(1 111,6)	(5 283,4)	(18 544,6)	(23 162,4)	172 375,4
34. Compte pour le développement							
Subventions et contributions	16 480,9	–	(79,0)	–	150,0	71,0	16 551,9
Total partiel	16 480,9	–	(79,0)	–	150,0	71,0	16 551,9
35. Contributions du personnel							
Dépenses diverses	442 226,4	2 621,9	(1 013,0)	(40,4)	(8 480,3)	(6 911,8)	435 314,6
Total partiel	442 226,4	2 621,9	(1 013,0)	(40,4)	(8 480,3)	(6 911,8)	435 314,6
Total	4 302 005,0	42 045,8	(8 653,7)	23 641,1	(170 265,8)	(113 232,6)	4 188 772,4

État 4

Taux de change par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation, par lieu d'affectation

Lieu d'affectation/bureau (monnaie)	Taux de change 2006-2007				Taux d'inflation applicables aux objets de dépense autres que les postes			
	Montant révisé des crédits ouverts		Présent rapport		Montant révisé des crédits ouverts		Présent rapport	
	2006 ^a	2007	2006 ^b	2007 ^c	2006	2007	2006	2007
Vienne (euros)	0,804	0,804 ^a	0,802	0,734	1,6	1,8	1,4	1,9
Santiago (pesos chiliens)	525,750	525,750 ^a	526,167	519,917	3,7	3,0	3,4	3,9
Addis-Abeba (birr éthiopiens)	8,698	8,700 ^d	8,699	9,003	10,5	8,0	13,5	15,9
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (roupies)	45,413	45,413 ^a	45,365	41,530	5,6	4,9	6,2	5,9
Beyrouth (livres libanaises)	1 504,750	1 512,000 ^d	1 504,750	1 508,667	7,0	3,0	4,0	5,6
Gaza (shekels) ^e	4,472	4,472	4,472	4,122	2,2	2,0	2,1	0,4
Nairobi (shillings kényans)	72,743	72,743 ^a	72,695	67,309	10,5	8,0	14,5	9,3
Mexico (pesos mexicains)	10,904	10,904 ^a	10,923	10,912	3,4	3,8	3,6	3,9
La Haye (euros)	0,804	0,804 ^a	0,802	0,734	1,4	1,6	1,1	1,8
Bangkok (baht thaïlandais)	38,378	38,378 ^a	38,338	34,472	4,7	3,4	4,6	2,0
Port of Spain (dollars de la Trinité-et-Tobago)	6,264	6,300 ^d	6,263	6,259	5,0	5,0	8,3	8,0
New York (dollars des États-Unis)	1,000	1,000	1,000	1,000	3,7	3,2	3,2	2,7

<i>Lieu d'affectation/bureau (monnaie)</i>	<i>Taux de change 2006-2007</i>				<i>Taux d'inflation applicables aux objets de dépense autres que les postes</i>			
	<i>Montant révisé des crédits ouverts</i>		<i>Présent rapport</i>		<i>Montant révisé des crédits ouverts</i>		<i>Présent rapport</i>	
	<i>2006^a</i>	<i>2007</i>	<i>2006^b</i>	<i>2007^c</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Genève (francs suisses)	1,262	1,262 ^d	1,258	1,203	1,2	1,4	1,1	0,6
Centres d'information (dollars des États-Unis) ^f	1,000	1,000	1,000	1,000	3,7	3,2	3,2	2,7

^a Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projection des taux de novembre.

^b Moyenne des taux de change opérationnels effectifs de l'ONU en 2006.

^c Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projection des taux de novembre.

^d Taux de change de novembre 2006.

^e Y compris l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

^f Effet conjugué de l'inflation et de la variation des taux de change.

État 5

Taux de change opérationnels de l'ONU par rapport au dollar des États-Unis pour 2007

Lieu d'affectation	Montant révisé des crédits ouverts		Présent rapport		Écart (en pourcentage)		Taux de change effectifs										Projec- tions	
	2006 ^a	2007	2006 ^b	2007 ^c	2006	2007	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Vienne (euros)	0,804	0,804 ^a	0,802	0,734(0,25)	(8,71)		0,760	0,771	0,755	0,750	0,732	0,744	0,740	0,731	0,734	0,705	0,694	0,694
Santiago (pesos chiliens)	525,750	525,750 ^a	526,167	519,9170,08	(1,11)		530,000	537,000	530,000	536,000	522,000	520,000	520,000	515,000	519,000	510,000	500,000	500,000
Addis-Abeba (birr éthiopiens)	8,698	8,700 ^d	8,699	9,0030,01	3,48		8,890	8,880	8,840	8,840	8,840	8,930	9,160	9,030	9,170	9,040	9,210	9,210
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (roupies)	45,413	45,413 ^a	45,365	41,530(0,11)	(8,55)		44,550	44,320	44,180	43,290	40,820	40,500	40,820	40,220	41,020	39,740	39,450	39,450
Beyrouth (livres libanaises)	1 504,750	1 512,000 ^d	1 504,750	1 508,667	- (0,22)		1 509,000	1 510,000	1 509,000	1 510,000	1 501,000	1 509,000	1 509,000	1 509,000	1 509,000	1 509,000	1 510,000	1 510,000
Gaza (shekels) ^e	4,472	4,472 ^a	4,472	4,122	- (7,83)		4,220	4,240	4,190	4,160	4,000	4,010	4,260	4,200	4,130	4,030	4,010	4,010
Nairobi (shillings kényans)	72,743	72,743 ^a	72,695	67,309(0,07)	(7,47)		69,400	70,090	69,930	69,460	68,500	65,000	64,430	66,900	67,000	66,000	65,500	65,500
Mexico (pesos mexicains)	10,904	10,904 ^a	10,923	10,9120,17	0,07		10,840	10,980	10,970	11,030	11,010	10,780	10,820	10,870	11,040	10,940	10,830	10,830
La Haye (euros)	0,804	0,804 ^a	0,802	0,734(0,25)	(8,71)		0,760	0,771	0,755	0,750	0,732	0,744	0,740	0,731	0,734	0,705	0,694	0,694
Bangkok (baht thaïlandais)	38,378	38,378 ^a	38,338	34,472(0,10)	(10,18)		35,520	33,480	35,650	34,880	34,710	34,480	34,490	33,640	34,320	34,210	34,140	34,140
Port of Spain (dollars de la Trinité-et-Tobago)	6,264	6,300 ^d	6,263	6,259(0,02)	(0,65)		6,300	6,300	6,110	6,140	6,290	6,290	6,300	6,290	6,280	6,270	6,270	6,270
Genève (francs suisses)	1,262	1,262 ^a	1,258	1,203(0,32)	(4,68)		1,220	1,250	1,220	1,220	1,200	1,220	1,220	1,200	1,200	1,170	1,160	1,160

^a Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU en 2006 : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projection des taux de novembre.

^b Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU en 2006.

^c Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projection des taux de novembre.

^d Taux de change de novembre 2006.

^e Y compris l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

État 6

**Coefficients d'ajustement (indemnité de poste) applicables à la rémunération
des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en 2007**

Principaux lieu d'affectation	Montant révisé des crédits ouverts		Présent rapport		Coefficients mensuels effectifs											Projections	
	2006 ^a	2007 ^b	2006 ^c	2007 ^d	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	
Vienne	50,83	49,00	51,23	58,12	52,40	50,40	53,30	55,20	58,60	56,30	57,10	58,80	58,20	64,10	66,50	66,50	
Santiago	40,25	38,27	40,25	40,00	37,80	37,80	38,40	38,40	38,40	38,40	39,60	39,60	39,60	39,60	46,20	46,20	
Addis-Abeba	44,48	44,15	44,48	42,62	42,50	42,50	45,50	45,50	42,70	42,70	41,70	41,70	41,70	41,70	41,60	41,60	
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	30,73	30,13	30,73	33,50	28,70	28,70	31,90	31,90	31,90	31,90	34,50	34,50	34,50	34,50	39,50	39,50	
Beyrouth	46,06	43,37	46,06	43,25	42,00	42,00	43,50	43,50	43,50	43,50	43,50	43,50	43,50	43,50	43,50	43,50	
Gaza ^e	35,98	31,85	35,98	36,82	33,40	33,40	35,60	35,60	35,60	35,60	37,10	37,10	37,10	37,10	42,10	42,10	
Nairobi	32,69	28,95	32,69	34,08	27,60	27,60	31,20	31,20	31,20	31,20	37,50	37,50	37,50	37,50	39,50	39,50	
Mexico	39,53	37,18	39,53	38,75	36,50	36,50	36,60	36,60	36,60	36,60	39,90	39,90	39,90	39,90	43,00	43,00	
La Haye	47,43	44,15	47,84	55,34	50,30	48,30	51,20	52,10	55,40	53,20	53,90	55,60	55,00	61,50	63,80	63,80	
Bangkok	31,25	28,92	31,25	35,22	29,70	29,70	33,30	33,30	33,30	33,30	37,30	37,30	37,30	37,30	40,40	40,40	
Port of Spain	38,38	37,17	38,49	39,73	36,70	36,70	38,60	38,60	38,60	38,60	39,40	39,40	39,40	43,10	43,80	43,80	
New York	64,87	61,27	64,87	61,60	59,90	59,90	59,90	59,90	59,90	59,90	59,90	59,90	65,00	65,00	65,00	65,00	
Département de la sûreté et de la sécurité (terrain)	36,60	31,70	36,60	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00	
Genève	66,77	61,33	67,18	67,81	64,30	60,70	64,30	66,10	68,60	66,10	66,10	68,60	68,60	72,50	73,90	73,90	
Centres d'information	43,10	38,20	43,10	39,70	39,70	39,70	39,70	39,70	39,70	39,70	39,70	39,70	39,70	39,70	39,70	39,70	

^a Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs jusqu'à novembre 2006 et, pour décembre, projections.

^b Projections calculées sur la base des taux de novembre 2006.

^c Moyenne des coefficients d'ajustement.

^d Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs jusqu'à fin novembre 2006, moyenne des coefficients d'ajustement et, pour décembre, projections.

^e Y compris l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

État 7
Évolution des traitements des agents des services généraux en monnaie locale
 (En pourcentage)

Principaux lieux d'affectation	Année	Taux d'augmentation		Montant de l'augmentation et mois d'entrée en vigueur ^b
		Taux retenus pour l'établissement du montant révisé des crédits ouverts pour 2006-2007 ^a	Présent rapport	
Vienne	2006	1,92	1,92	Avr. 1,79
	2007	1,80	1,92	Avr. 1,96
Santiago	2006	–	1,38	Sept. 4,14
	2007	3,00	2,72	
Addis-Abeba	2006	1,20	2,06	Avr./nov. 1,60/5,10
	2007	8,00	4,62	
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	2006	–	8,77	Juill. 9,90
	2007	4,90	4,72	
Beyrouth	2006	–	5,90	Sept. 2,20
	2007	3,00	1,46	
Gaza ^c	2006	5,23	5,23	Févr. 5,70
	2007	2,00	2,54	Mars 2,50
Nairobi	2006	–	4,42	Nov. 4,00
	2007	8,00	3,31	
Mexico	2006	–	6,83	Août 6,87
	2007	3,80	3,90	
La Haye	2006	–	0,91	Sept. 2,18
	2007	1,60	1,44	
Bangkok	2006	6,89	6,89	Juill. 6,00
	2007	3,40	5,82	Juill. 5,65
Port of Spain	2006	–	5,50	Août 13,20
	2007	5,00	14,22	Juill. 12,90
New York	2006	–	3,04	Nov. 2,12
	2007	3,20	1,76	
Département de la sûreté et de la sécurité (terrain)	2006	–	3,04	Nov. 2,12
	2007	3,20	1,76	
Genève	2006	1,46	1,46	Janv. 1,46
	2007	1,40	–	
Centres d'information	2006	–	3,04	Nov. 2,12
	2007	3,20	1,76	

^a Année précédente = 100.

^b Barème précédent = 100.

^c Y compris Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

État 8

Taux moyen de vacance de postes, par chapitre budgétaire

(En pourcentage)

Chapitre	2004		2005		2006		2007 (jusqu'au 31 oct.)	
	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	5,6	0,5	5,9	3,1	7,0	2,2	9,3	5,4
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	5,2	3,1	5,6	4,7	5,4	2,9	5,8	2,7
3. Affaires politiques	9,2	3,6	8,0	5,0	12,3	3,3	15,8	8,8
4. Désarmement	8,4	0,4	11,4	1,3	4,2	–	6,4	1,6
5. Opérations de maintien de la paix	3,9	8,5	6,6	8,7	7,2	6,2	10,3	6,9
6. Utilisations pacifiques de l'espace	0,6	–	4,5	3,3	8,9	6,7	2,0	–
7. Cour internationale de Justice	5,2	4,3	11,1	3,0	12,2	3,5	6,0	3,4
8. Affaires juridiques	4,5	2,3	6,5	3,8	5,3	0,3	2,8	1,7
9. Affaires économiques et sociales	7,8	0,6	6,1	4,2	4,6	3,5	5,8	4,8
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	15,8	–	9,2	14,6	12,9	12,5	12,7	–
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	6,6	4,6	14,5	16,7	15,9	15,2	13,3	18,2
12. Commerce et développement	3,5	2,5	2,1	4,6	1,5	2,1	2,3	2,7
14. Environnement	7,2	3,0	4,6	3,9	3,9	4,4	3,3	–
15. Établissements humains	8,0	–	8,9	–	8,3	–	10,8	–
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	1,3*	2,1*	2,8*	0,5*	1,0	–	–	–
17. Développement économique et social en Afrique	8,4	5,3	6,6	1,1	7,7	–	13,3	–
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	4,7	2,5	4,5	1,2	6,0	3,1	3,3	3,3
19. Développement économique en Europe	1,0	3,1	2,1	4,6	1,7	1,4	2,1	1,4
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	5,6	5,2	4,8	7,8	5,5	3,6	7,2	1,9
21. Développement économique et social en Asie occidentale	7,2	1,5	5,0	3,0	8,2	0,6	8,9	1,8
23. Droits de l'homme	10,5	3,4	10,3	5,1	33,7	19,2	17,3	10,9
24. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés	–	–	16,7	–	0,6	–	25,0	–
25. Réfugiés de Palestine	9,4	1,5	6,2	4,6	3,8	0,6	6,3	–
26. Aide humanitaire	1,9	1,5	1,5	1,5	1,5	2,0	5,3	–
27. Information	4,4	2,2	5,2	3,5	4,8	3,7	3,4	4,5

Chapitre	2004		2005		2006		2007 (jusqu'au 31 oct.)	
	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux
	28. Services de gestion et d'appui	3,5	2,7	4,0	4,1	4,4	3,3	7,1
29. Contrôle interne	5,9	3,6	6,9	8,3	11,5	7,5	16,2	9,2
33. Sûreté et sécurité	–	–	50,9	13,5	14,4	5,2	7,3	4,5
Total	5,6	3,2	6,1	5,8	7,0	3,6	7,1	3,7

* Taux moyen pour l'ensemble des postes relevant du chapitre 16 (Prévention du crime et justice) et du chapitre 17 (Contrôle international des drogues) du budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005, ces deux chapitres ayant été regroupés en un seul.